Ministère de la Famille et des Aînés

Étude des crédits 2011-2012

Renseignements particuliers
Volet Famille

Avril 2011

Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
Demandes de renseignements particuliers

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

1 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité

2 Tous documents, notes, mémos, lettres ou états de situation relativement à l'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance et l'intégration de ses activités administratives au ministère de la Famille et des Aînés ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.

3 Développement des systèmes informatiques, tableau de distribution des coûts par volet.

4 Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003.

5 Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003.

6 Nom des garderies ou projets déjà subventionnés qui ont changé d'administrateurs ou de propriétaires et qui ont fait une nouvelle demande de permis depuis 2003.

7 Répartition régionale des places en garderie à développer, par région, par type de service.

8 Évolution des places en services de garde pour chaque région administrative pendant les dix dernières années.

9 Évolution du nombre de places en garderies privées non subventionnés par année depuis 2002-2003.

10 Pour l'année 2010-2011, nombre de places développées par mois, par région et par type de services de garde.

11 Pour l'année 2011-2012, prévisions du nombre de places à développer par mois, par région et par type de services de garde pour atteindre l'objectif du 220 000 places à contribution réduite.

12 Nombre de places récupérées par type de services de garde et par région pour 2010-2011 incluant la ventilation détaillée de leur réaffectation.

13 Pour les centres de la petite enfance :
- coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011;
- coût du développement de places en 2011-2012;
- indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- équité salariale;
- hausse de la subvention aux CPE pour l'augmentation des coûts de système.

14 Pour l'année 2010-2011, pour les bureaux coordonnateurs :
- coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011;
- coût du développement de places en 2011-2012;
- indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- équité salariale;
- hausse de la subvention aux BC pour l'augmentation des coûts de système.

15 Pour l'année 2010-2011 – Pour les garderies :
- coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011;
- coût du développement de places en 2011-2012;
- indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- équité salariale;
- hausse de la subvention aux garderies privées pour l'augmentation des coûts de système.

16 Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2006-2007 et 2010-2011.

17 Nombre d'infractions et type d'infractions par type de services de garde pour les années 2006-2007 à 2010-2011.

18 Évolution du nombre de places créées par année et par type de services de garde (CPE, milieu familial, garderie privée subventionnée) depuis 2003-2004.

19 Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs) :
- personnel éducateur formé;
- personnel éducateur non formé;
- commis-comptable;
- secrétaire-comptable;
- secrétaire;
- cuisinier et responsable de l'alimentation;
- préposé à l'entretien ménager;
- conseiller pédagogique;
- gestionnaire de niveau 1;
- gestionnaire de niveau 2;
- gestionnaire de niveau 3;
- aide-éducatrice;
- agent de soutien pédagogique;
- agent de conformité.

20 Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs) :

- personnel éducateur formé;
- personnel éducateur non formé;
- commis-comptable;
- secrétaire-comptable;
- secrétaire;
- cuisinier et responsable de l'alimentation;
- préposé à l'entretien ménager;
- conseiller pédagogique;
- gestionnaire de niveau 1;
- gestionnaire de niveau 2;
- gestionnaire de niveau 3;
- aide-éducatrice;
- agent de soutien pédagogique;
- agent de conformité.

21 Le nombre d'ETC pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 pour chacun des postes suivants (garderie) :

- personnel éducateur formé;
- personnel éducateur non formé;
- commis-comptable;
- secrétaire-comptable;
- secrétaire;
- cuisinier et responsable de l'alimentation;
- préposé à l'entretien ménager;
- conseiller pédagogique;
- gestionnaire de niveau 1;
- gestionnaire de niveau 2;
- gestionnaire de niveau 3;
- aide-éducatrice;
- agent de soutien pédagogique;
- agent de conformité.

22 Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 pour chacun des postes suivants (garderie) :

- personnel éducateur formé;
- personnel éducateur non formé;
- commis-comptable;
- secrétaire-comptable;
- secrétaire;
- cuisinier et responsable de l'alimentation;
- préposé à l'entretien ménager;
- conseiller pédagogique;
- gestionnaire de niveau 1;
- gestionnaire de niveau 2;
- gestionnaire de niveau 3;
- aide-éducatrice;
- agent de soutien pédagogique;
- agent de conformité.

23 Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un déficit d'opération, incluant le déficit moyen par entité, en 2009-2010, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2007-2008 et 2008-2009.

24 Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un surplus d'opération, incluant le surplus moyen par entité, en 2009-2010, au niveau national et par région ainsi que pour les années 2007-2008 et 2008-2009.

25 Les actifs nets affectés et non affectés (CPE et BC) et les BNR (garderie) moyens en 2009-2010, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2007- 2008 et 2008-2009.

26 Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde, par type de service, en 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

27 Nombre de poupons dans les services de garde, par type de service, en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

28 Nombre de places à temps partiel dans les services de garde, par type de service, en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

29 Nombre de places en milieu de travail en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

30 Nombre de places dans les établissements d'enseignement en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

31 Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de services de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études.

32 Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2011 et prévisions pour 2011-2012.

33 Nombre total d'enfants inscrits pour chacun des guichets régionaux d'accès aux places en services de garde au 31 mars 2011.

34 État de situation sur le financement global des immobilisations.

35 Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, et ventilés selon le type de services de garde (camp de jour, garderie) incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2009- 2010, 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012.

36 Coût de la mesure relativement à la mensualisation du crédit d'impôt pour frais de garde.

37 État de situation et sommes octroyées par le ministère pour le développement d'une politique familiale au sein des municipalités pour 2010-2011.

38 Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-Municipalités (TQM) relatifs à la politique familiale pour 2010-2011.

39 Pour 2010-2011, liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets.
Préciser les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

40 Pour 2010-2011, copie de tous documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en oeuvre d'une politique de conciliation travail-famille.

41 Pour 2010-2011, détails des projets retenus et des sommes octroyées pour le programme de Soutien financier aux milieux de travail en matière de conciliation travail-famille.

42 Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de services de garde, au 31 mars 2011 comparativement au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.

43 État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies.

44 Depuis 2003-2004, par année, ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies à but lucratif ainsi que le nombre de permis émis pour ce même service de garde.

45 Copie des tableaux ou grilles qui ont été produits à la suite de l'appel d'offres lancé au printemps 2008. Selon nos informations, ces tableaux seraient disponibles par région administrative et contiendraient, notamment, les colonnes suivantes : le numéro d'établissement, le nom du projet, la circonscription, le type de service, la municipalité, le nombre de places demandées, les différentes notations attribuées pour la faisabilité et la qualité du projet. (Pour terminer, selon nos informations, ces tableaux ne recèlent pas de colonne spécifique indiquant le nom des promoteurs ni autres informations personnelles.)

46 Copie de l'enquête sur les obligations, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde qui s'est déroulée du 14 septembre au 20 novembre 2009.

47 État de situation concernant la surfacturation dans les services de garde éducatif incluant le nombre de plaintes à ce sujet par type de services de garde et par année depuis janvier 2008. Inclure aussi le nom des garderies visées, les sanctions prises par le ministère, la nature des sanctions imposées et copie des lettres transmises par le ministère aux garderies visées.

48 Nombre de conseillers à la famille par région administrative, et ce, par année depuis 2003. Description de la tâche d'un conseiller.

49 Au 31 mars 2011, détail des projets retenus et sommes octroyées par le Fonds de développement des jeunes enfants.

50 Au 31 mars 2011, le nombre de RSQ syndiqués.

51 Nombre de RSG ayant déposé des plaintes :

1. À la Commission des normes du travail :
   - ✓ Valeur totale des réclamations;
2. À la Commission de l'équité salariale :
   - ✓ Valeur totale des réclamations;
3. À la CSST :
   - ✓ Valeur totale des réclamations;
4. À l'assurance-emploi :
   - ✓ Valeur totale des réclamations.

52 Pour chaque année depuis 2004, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés par le ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc).

53 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Demandes de renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

1 Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer :

- la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des membres du conseil d'administration;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

2 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2010-2011. Indiquer :

- le lieu ;
- le coût;
- la ou les dates de participation;
- le nombre de participants;
- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- le nom de la formation ou de l'activité.

3 Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le ministère en 2010-2011, en indiquant pour chacun :

- son mandat;
- la liste des membres ;
- le budget dépensé en 2010-2011;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- les résultats atteints.

4 Liste de tous les CT réceptions du cabinet du ministre de la famille et du ministre des aînés en indiquant pour chacun :

- le lieu de la réception;
- la date de la réception;
- le coût de la réception;
- la liste des participants.

5 Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2010-2011 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents

6 Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

7 Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

8 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

9 Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant :

- les frais de déplacement;
- les frais de représentation;
- les frais de repas;
- les frais de voyage;
- les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

10 Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.

11 Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets :

- la date des rénovations;
- la liste des rénovations;
- le coût des rénovations;
- le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

12 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant : nom du professionnel ou de la firme; noms de tous les sous-traitants; mandat et résultat; coût; échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

13 Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

14 Toutes les séances de formations, de perfectionnement, séminaires, ou colloques, suivis par les employés de l'ensemble du MFA en 2010-2011. Pour chaque formation, indiquer :

- Titre de la formation;
- But de la formation;
- Endroit;
- Nombre d'employé y ayant assisté;
- Coût.

15 Liste de tous les frais de déplacements réclamés par les membres du cabinet du ministre de la famille et le ministre lui-même pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Ventilation par type de frais (remboursement d'essence, location de voiture, avion, train, autobus, etc.)

16 Pour le ministère et tous les organismes (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

17 Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisées depuis le 1er mai 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du Ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

18 Liste de tous les employés du Cabinet du Ministre de la famille qui ont quitté leurs fonctions pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Spécifier la raison de la quittance et, s'il y a lieu, les montants totaux de leurs indemnités de départ. Fournir une copie du formulaire de quittance de chacun d'entre eux.

19 Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.

20 Évolution du nombre de plaintes reçues au Ministère depuis 2003.

21 Évolution du nombre de garderies accueillant plus de six enfants sans avoir de permis depuis 2003 et ventilation par circonscription électorale.

22 Liste des propriétaires de garderies accueillant plus de six enfants sans avoir de permis pour chaque année depuis 2003 et ventilation par circonscription électorale.

23 Liste des personnes ayant reçues des amendes pour avoir tenu des garderies accueillant plus de six enfants sans avoir de permis pour chaque année depuis 2003 et ventilation par circonscription électorale.

24 Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du Bureau des plaintes depuis 2006-2007.

25 Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du Service de la conformité financière et des enquêtes depuis 2006-2007.

26 Évolution du nombre d'inspecteurs au MFA et de la masse salariale de ceux-ci depuis 2006-2007.

27 Évolution du nombre de places créées pour chaque type de garderies pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et ventilation par circonscription électorale. Inclure les prévisions pour 2011-2012.

28 L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

29 L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel administratif pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

30 Ventilation, par circonscription électorale, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2005 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par circonscription électorale, à ce jour, pour ce type de garderie.

31 Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1995 avec l'évolution à chaque année par type de services de garde et par circonscription électorale et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par circonscription électorale.

32 Évolution du nombre de places en garderies privées subventionnées depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par circonscription électorale.

33 Évolution du nombre de places en milieu familial depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2011-2012.Ventilation par circonscription électorale.

34 Évolution du nombre de places en CPE (installations) depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par circonscription électorale.

35 Évolution du nombre de places en garderies privées depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour.

36 Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2009-2010 et 2010-2011 pour les programmes suivants :

- Prime au travail :
  - Personnes seules;
  - Familles monoparentales;
  - Familles biparentale;
  - Couple sans enfant.
- Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde :
  - Familles monoparentales;
  - Familles biparentales.
- Soutien aux enfants :
  - Familles monoparentales;
  - Familles biparentales.
- Allocation pour enfant handicapé.

37 Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012.

38 Le nombre de ménages s'étant prévalus du remboursement anticipé du crédit d'impôt pour frais de garde en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

39 Crédits 2009-2010 et 2010-2011 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM en spécifiant pour chaque année:

- Nombre de demandes reçues;
- Nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2008-2009 et 2009-2010.

Nombre de projets refusés et motifs invoqués pour les refus.

40 Nombre de haltes-garderies effectives (et nombre de places disponibles) en 2010-2011 et nombre en voie de le devenir en 2011-2012. Ventilation des places par circonscriptions électorales.

41 Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installation et milieu familial) et aux garderies, par circonscriptions électorales, pour l'année 2009-2010 et 2010-2011 prévisions pour 2011-2012.

42 Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE (installation et milieu familial) et aux garderies subventionnée pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

43 Nombre de places et budget accordé, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des circonscriptions électorales, au 31 mars 2010, comparativement au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

44 Répartition, par circonscriptions électorales, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places par projet) par type de service de garde, au 31 mars 2010 comparativement au 31 mars 2009 et 2008 et 2007.

45 Nombre de nouvelles places, par type de service, par circonscription électorale, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par circonscription électorale, pour l'année 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

46 Nombre de places à contribution réduite, par âge, par circonscription électorale, au 31 mars 2010.

47 Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2010, et prévisions pour l'année 2011-2012.

48 Coût réel moyen des places à contribution réduite et pourcentage de ce coût représentant la contribution gouvernementale.

49 Valeur et pourcentage de la valeur totale de la contribution parentale par type de service de garde, ventilé pour chacune des dix dernières années financières.

50 Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

51 Nombre de plaintes et type de plaintes par type de service de garde pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

52 Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

53 Les rétributions totales versées aux responsables de services de garde en

2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour l'année 2011-2012.

54 Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour 2011-2012.

55 Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde et éducation en 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance.

56 Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance.

57 Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance.

58 Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation- à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

59 Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial- à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

60 Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

61 Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation- à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

62 Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial- à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

63 Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

64 Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation- à titre de frais généraux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2008-2010.

65 Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial - à titre de frais généraux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 prévisions pour 2011-2012.

66 Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

67 Surplus dans les centres de la petite enfance :

- Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2010-2011;
- Les économies réalisées par le ministère en 2009-2010 par la récupération des surplus.
- Les économies réalisées par le ministère en 2010-2011 par la récupération des surplus.
- La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2010-2011.

68 Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2010-2011 et prévisions 2011-2012. Fournir cette même donnée triée par circonscriptions électorales.

69 Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, pour chacun des postes suivants :

- Personnel éducateur formé;
- Personnel éducateur non-formé
- Commis-comptable;
- Secrétaire-comptable
- Secrétaire
- Cuisinier;
- Préposé à l'entretien ménager
- Conseiller pédagogique;
- Gestionnaire de niveau 1;
- Gestionnaire de niveau 2;
- Gestionnaire de niveau 3;
- Aide-éducatrice.

70 Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 pour chacun des postes suivants :

- Personnel éducateur formé;
- Personnel éducateur non-formé;
- Commis-comptable;
- Secrétaire-comptable;
- Secrétaire;
- Cuisinier;
- Préposé à l'entretien ménager;
- Conseiller pédagogique;
- Gestionnaire de niveau 1;
- Gestionnaire de niveau 2
- Gestionnaire de niveau 3;
- Aide-éducatrice.

71 Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.

72 Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.

73 Nombre de plaintes formulées contre un BC au ministère en 2009-2010 et 2010-2011.

74 Listes des avis et recommandations fournis au ministère et au ministre par le Conseil de gestion de l'assurance parentale en 2009-2010, 2010-2011 et en voie d'être complétés en 2011-2012.

75 Liste complète de toutes les demandes de places additionnelles faites au ministère en 2010-2011 (détaillée par type de gardes et par circonscription électorales).

76 Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2010-2011 (détaillée par type de gardes et par circonscription électorales).

77 État de la situation sur la surtarification qui se fait dans certains bureaux coordonnateurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 1

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations pour l'année financière 2010-2011 sont fournies dans le tableau ci-joint.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 4 avril 2011

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie, Centre-du-Québec (ASSS)	Carrefour des pratiques sur les agressions sexuelles et la violence conjugale	25,00 $	1	Nicolet
Association d'économie politique	Inscription au colloque « Les parcours de vie et le rôle des acteurs sociaux »	15,00 $	1	Montréal
Association des enseignantes et enseignants en techniques d'éducation à l'enfance (AEETEE)	Inscription au colloque AEETEE	225,00 $	1	Montréal
Association francophone pour le savoir (ACFAS)	Inscription au 78e congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) incluant l'adhésion pour un an comme membre	1 489,16 $	6	Montréal
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	Colloque « Mieux vivre au travail : mission possible »	185,00 $	1	Québec
Association pour la santé publique du Québec (A.S.P.Q.)	Conférence « Enfanter le monde par l'ASPQ »	395,00 $	1	Québec
Barreau du Québec - Service de la formation Continue	Passeport Les grands rendez-vous de la formation	240,00 $	1	Montréal
Carrefour action municipale et famille (CAMF)	Inscription au Colloque 2010 sur l'Action municipale et famille	700,00 $	2	Laval
Carrefour action municipale et famille (CLIPP)	La grande rencontre du CLIPP « Le transfert de connaissances »	90,00 $	2	Montréal

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
Centre de leadership et de développement des compétences	Programme de formation à la gestion publique	3 895,00 $	1	Montréal
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Programme de formation - Chargés de projet nouveaux et potentiels	1 300,00 $	1	Québec
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Programme de formation - Chargé de projet nouveaux et potentiels	1 300,00 $	1	Montréal
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Formation sur le leadership CLDC-PD1001	55,00 $	1	Montréal
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Conférence sur le leadership	55,00 $	1	Québec
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Séminaire sur la gestion budgétaire dans le secteur public CLDC-ST0001	275,00 $	1	Québec
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Programme de formation - Chargés de projet nouveaux et potentiels GP100	7 800,00 $	6	Québec

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Programme de formation à la gestion publique	1 937,00 $	1	Montréal
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Déjeuner-conférence : Petits déjeuners de leadership	55,00 $	1	Québec
Collège Multihexa	Formation InDesign CS M-1 : base	410,00 $	1	Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	270,00 $	1	Magog-Orford
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	330,00 $	1	Montréal
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	990,00 $	3	Montréal
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	450,00 $	1	Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	660,00 $	2	Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	330,00 $	1	Montréal
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	660,00 $	2	Québec

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	295,00 $	1	Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	330,00 $	1	Montréal
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Formation de préparation à la retraite	450,00 $	1	Québec
Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches	Inscription au colloque sur la promotion du bois en Chaudière-Appalaches	75,00 $	1	St-Georges de Beauce
Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Rendez-vous sur la conciliation « Travail-Famille-Études »	60,00 $	2	Québec
Conseil québécois de l'industrie touristique	Inscription aux Assises du tourisme - Option 2 : Atelier 2 - Investir dans la qualité, ça me rapporte Atelier 3 - Organisme touristique qui contribuent au développement de l'offre.	170,00 $	1	Montréal
COSMOSS (Communauté ouverte et solidaire pour un monde outillé, scolarisé et en santé) Rimouski-Neigette	Assemblée des partenaires de COSMOSS - Bas-Saint-Laurent	25,00 $	1	Rimouski
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Remboursement de frais de scolarité pour un cours sur l'organisation du travail	208,74 $	1	Québec
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Remboursement de frais de scolarité pour un cours sur les projets d'intervention	795,00 $	1	Québec
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Remboursement de frais de scolarité pour un cours sur le management public	208,74 $	1	Québec

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
École Nationale d'administration publique (ÉNAP)	Remboursement de frais de scolarité pour un cours sur la gestion de projet	287,46 $	1	Montréal
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Inscription à un atelier de formation « Une entrevue structurée »	350,00 $	1	Québec
Édumicro inc.	RAP - Regroupement des achats en perfectionnement, bureautique, courrier électronique 0utlook - Expérimentation 1	113,00 $	1	Montréal
Édumicro inc.	Acces - Expérimentation 1	226,00 $	1	Montréal
Fédération des cégeps	Congrès de la Fédération des cégeps	188,26 $	1	Montréal
Formation Oti inc.	Formation Outlook	390,00 $	2	Laval
Groupe informatique Technologia inc.	Français écrit : Rédiger avec concision	695,00 $	1	Québec
Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques	Conférences - Ateliers finance et gouvernance des caisses de retraite	250,00 $	1	Montréal
Jeune Chambre de commerce de la Mauricie	Participation d'un employé au gala dans le cadre de la remise du prix Reconnaissance conciliation travail-famille	100,00 $	1	Trois-Rivières
Jeune Chambre de commerce de Montréal	Inscription Causerie / Équilibre travail-vie personnelle dans le cadre du dossier conciliation travail-famille	70,00 $	1	Montréal
Ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP)	Colloque sur la sécurité civile 2011	185,00 $	1	Saint-Hyacinthe

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
Ordre des architectes du Québec	Inscription d'un architecte à une formation sur des élements permettant de faire un meilleur choix pour la sélection de professionnels lors de la préparation d'appel d'offres dans le cadre de projets de développement de CPE et garderies.	185,00 $	1	Saguenay
Ordre des architectes du Québec	Inscription à la formation continue obligatoire de l'Ordre des architectes du Québec (Code de construction du Québec, Chapitre 1 - Bâtiment, Parties 3 et 10)	575,00 $	1	Québec
Ordre des comptables agréés du Québec	Passe type « Mono-abonné CA » - 8 séances de formation	999,00 $	1	Laval
Ordre des comptables agréés du Québec	Formation « Savoir rédiger et se résumer : une compétence stratégique pour le CA »	549,00 $	1	Lévis
Ordre des comptables généraux accrédités	Nouvelle loi sur les sociétés par action du Québec et nouveauté corporative et fiscale	25,00 $	1	Montréal
PMI-Montréal inc. (Project management institute)	Aspect stratégique et politique de la gestion de projet	300,00 $	1	Montréal
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Inscription à la formation du module « Gestion de la réintégration au travail »	245,00 $	1	Québec
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Introduction à la gestion de la santé et sécurité au travail	195,00 $	1	Québec
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Élaboration et mise en œuvre du programme de prévention par l'employeur	195,00 $	1	Québec
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Gestion des dossiers d'accidents du travail : principes généraux et actions concrètes	195,00 $	1	Québec

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
Réseau action TI Québec	Inscription à la Journée de l'informatique du Québec	200,00 $	1	Québec
SAS Institute (Canada) Inc.	Perfectionnement en informatique, cours « SAS programming 2 : Data Manipulation Techniques »	1 485,00 $	1	Montréal
Société Formation à Distance Commissions Scolaires du Québec (SOFAD)	Accès pour un groupe d'employés à une formation à distance « Du français sans fautes » par Internet	400,00 $	10	Formation à distance
Solutions Web PaCo inc.	Formation TRIMA (Tradition, Réflexion, Imagination, Médiation et Action) Formation obligatoire avant la formation de l'École nationale de l'administration publique (ENAP)	105,00 $	1	Formation en ligne
Table des Aînées et des Aînés de Lanaudière	Colloque sur la maltraitance envers les personnes âgées	50,00 $	1	Joliette
Table Éducation Outaouais inc.	Inscription au Forum Persévérance Outaouais inc.	20,00 $	1	Outaouais
Télélangues International Ltée.	Cours de français oral intermédiaire 2	300,00 $	1	Montréal
Télélangues International Ltée.	Cours de français oral intermédiaire 3	540,00 $	1	Montréal
TÉLUQ (Université à distance de l'UQAM)	Formation Universitaire : RIN 2013 - Conciliation emploi-famille et temps de travail	261,80 $	1	Formation à distance
TÉLUQ (Université à distance de l'UQAM)	Communication dans les organisations	241,79 $	1	Formation à distance

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Firme	Description	Montant	Nombre de personne	Endroit
Université Laval	Conférence internationale sur les hommes et les masculinités	300,00 $	1	Québec
Université Laval	Remboursement de frais de scolarité pour un cours sur les communicatons publiques	289,62 $	1	Québec
Université Laval	Remboursement de frais de scolarité pour un cours sur la gestion des ressources humaines - une approche systémique	281,46 $	1	Québec
Université Laval	Inscription au module 3 - Les aspects financiers, le contrôle et la vérification	2 950,00 $	1	Montréal
Versalys Formation (Entreprises Bigknowledge inc.)	Cours « Adobe Acrobat 8.0 »	200,00 $	1	Montréal
Versalys Formation (Entreprises Bigknowledge inc.)	Adobe Acrobat 6.07.08.0 - Intermédiaire	200,00 $	1	Montréal
Versalys Formation (Entreprises Bigknowledge inc.)	Cours Excel 2003 sur mesure	475,00 $	3	Québec
Total - Volet Famille		**41 371,03 $**		

* Le tableau couvre les données inscrites au système au cours de cette période.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP2

Tous les documents, notes, mémos, lettres ou état de situation relativement à l'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance et l'intégration de ses activités administratives au Ministère de la Famille et des Aînés ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées

L'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance a été annoncée le 30 mars 2010, à l'occasion du dépôt du Budget de dépenses 2010-2011 par la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration publique, madame Monique Gagnon-Tremblay.

Voir le communiqué de presse à cet effet :

http://communiques.gouv.qc.ca/gouvqc/communiques/ME/Mars2010/30/c6554.html

Le 11 novembre 2010, la ministre responsable de l'Administration gouvernementale, madame Michelle Courchesne, a déposé le projet de loi no 130, Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds.

Le ministère de la Famille et des Aînés n'a pas d'information sur les économies budgétaires projetées par l'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance.

Le Ministère n'a aucun documents, notes, mémos, lettres ou état de situation à déposer relativement à l'abolition du CFE et à l'intégration de ses activités administratives.

SOURCE : Secrétariat général - avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP3

Développement des systèmes informatiques, tableau de distribution des coûts par type de volet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le développement des systèmes informatiques du ministère de la Famille et des Aînés est imparti au CSPQ.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP4

Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau suivant présente le taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde pour 2009-2010. Les données pour 2010-2011 seront disponibles à partir de janvier 2012.

Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde			
Année financière	**Installation de CPE**	**Milieu familial**	**Garderies subventionnées**
		Coordonné par les BC	
2009-2010	96,96 %	87,20 %	99,60 %

Le taux d'occupation représente la proportion des places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2009-2010 :

Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents

÷

Nombre de places subventionnées annualisé x 261 jours

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance - 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP5

Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau suivant présente le taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde pour 2009-2010. Les données pour 2010-2011 seront disponibles à partir de janvier 2012.

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde

Année financière	Installation de CPE	Milieu familial	Garderies subventionnées
		Coordonné par les CPE	
2009-2010	79,22 %	84,70 %	85,18 %

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance - 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP6

Nom des garderies ou projets déjà subventionnés qui ont changé d'administrateurs ou de propriétaires et qui ont fait une nouvelle demande de permis depuis 2003.

Le ministère de la Famille et des Aînés ne détient pas les renseignements demandés.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance, 1er avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP7

Répartition régionale des places en garderie à développer, par région, par type de service.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	Nombre de places en garderie en développement pour 2011-2012
Bas-Saint-Laurent	
Saguenay–Lac-St-Jean	
Capitale-Nationale	
Mauricie	
Estrie	32
Montréal	
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	52
Laval	60
Lanaudière	
Laurentides	
Montérégie	140
Centre-du-Québec	
TOTAL	**284**

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP8

Évolution des places en services de garde pour chaque région administrative pendant les dix dernières années

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	**Nombre de places en services de garde au 31 mars 2011**
Bas-Saint-Laurent	4 413
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 949
Capitale-Nationale	17 500
Mauricie	6 010
Estrie	8 330
Montréal	53 911
Outaouais	10 853
Abitibi-Témiscamingue	4 121
Côte-Nord	2 541
Nord-du-Québec	2 509
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	2 127
Chaudière-Appalaches	10 888
Laval	11 545
Lanaudière	11 901
Laurentides	14 816
Montérégie	40 427
Centre-du-Québec	5 963
TOTAL	**214 804**

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

No de fiche : RP9

Évolution du nombre de places en garderies privées non subventionnées par année depuis 2002-2003.

Exposé et statistiques

Au 31 mars 2011, le nombre de places en garderies privées non subventionnées se chiffre à 17 824 places.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP10

Pour l'année 2010-2011, nombre de places développées par mois, par région et par type de services de garde.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	Installation CPE	Garderie	Milieu familial	Total
Bas-Saint-Laurent	20	0	0	**20**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	102	0	0	**102**
Capitale-Nationale	257	0	0	**257**
Mauricie	103	0	0	**103**
Estrie	79	0	0	**79**
Montréal	580	567	0	**1 147**
Outaouais	148	184	0	**332**
Abitibi-Témiscamingue	36	0	0	**36**
Côte-Nord	81	0	0	**81**
Nord-du-Québec	21	-21	0	**0**
Gaspésie–Iles-de-la-Mad.	21	0	0	**21**
Chaudière-Appalaches	428	34	0	**462**
Laval	158	124	0	**282**
Lanaudière	147	152	0	**299**
Laurentides	186	247	0	**433**
Montérégie	488	374	0	**862**
Centre-du-Québec	269	0	0	**269**
TOTAL	**3 124**	**1 661**	**0**	**4 785**

Répartition mensuelle de la création des places en 2010-2011

Mois	Nombre de places
Avril	251
Mai	417
Juin	353
Juillet	125
Août	368
Septembre	677
Octobre	412
Novembre	366
Décembre	357
Janvier	630
Février	440
Mars	389
TOTAL	**4 785**

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP11

Pour l'année 2011-2012, prévisions du nombre de places à développer par mois, par région et par type de services de garde, pour atteindre l'objectif du 220 000 places à contribution réduite

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Prévisions du nombre de places à développer pour l'année 2011-2012

Région	Installation CPE	Garderie	Milieu familial	Total
Bas-Saint-Laurent	141			141
Saguenay–Lac-Saint-Jean	22			22
Capitale-Nationale	138			138
Mauricie	84			84
Estrie	109	32		141
Montréal	1 441			1 441
Outaouais	137			137
Abitibi-Témiscamingue	192			192
Côte-Nord	189			189
Nord-du-Québec	300			300
Gaspésie–Iles-de-la-Mad.	133			133
Chaudière-Appalaches	83	52	42	177
Laval	268	60		328
Lanaudière	60			60
Laurentides	317			317
Montérégie	733	140		873
Centre-du-Québec	169			169
TOTAL	**4 516**	**284**	**42**	**4 842**

La donnée mensuelle n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance, 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 12

Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région pour 2010-2011 incluant la ventilation détaillée de leur réaffectation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	CPE installation	Garderie	Milieu familial	Total des places récupérées
Montréal	218	0	0	**218**
Laval	70	0	0	**70**
Total	**288**	**0**	**0**	**288**

- 288 places ont été récupérées, en 2010-2011, par le ministère de la Famille et des Aînés. Ce résultat n'inclut pas les places retournées volontairement par des prestataires de services de garde qui ne peuvent les rendre disponibles.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 13

Pour les centres de la petite enfance :

a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011;

b. coût du développement de places en 2011-2012;

c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);

d. équité salariale;

e. hausse de la subvention aux CPE pour l'augmentation des coûts de système.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011 :

Les crédits 2011-2012 incluent 22,4 M$ pour l'annualisation et la reconduction des places créées en 2010-2011.

b. Coût du développement de places en 2011-2012 :

Les crédits 2011-2012 incluent 21,6 M$ pour la création de places prévue pour 2011-2012.

c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Les crédits 2011-2012 n'incluent pas d'augmentation pour la progression dans les échelles salariales (avancements d'échelon).

d. Équité salariale :

Les crédits 2011-2012 incluent une augmentation de 15,7 M$ pour les ajustements liés à la démarche d'équité salariale dans les CPE.

e. Hausse de la subvention aux CPE pour l'augmentation des coûts de système :

L'augmentation des coûts de système correspond au coût des ajustements liés à la démarche d'équité salariale.

Sources : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 14

Pour l'année 2010-2011, pour les bureaux coordonnateurs :

a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011;
b. coût du développement de places en 2011-2012;
c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
d. équité salariale;
e. hausse de la subvention aux BC pour l'augmentation des coûts de système.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011 :

Aucune création de places en 2010-2011, donc pas de coût d'annualisation.

b. Coût du développement de places en 2011-2012 :

0,1 M$

c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Inclus dans le budget de fonctionnement accordé aux BC.

d. Équité salariale :

Les crédits 2011-2012 incluent 0,9 M$ pour les ajustements liés à la démarche d'équité salariale à l'égard du personnel des BC.

e. Hausse de la subvention aux BC pour l'augmentation des coûts de système :

L'augmentation des coûts de système correspond au coût des ajustements liés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance - 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 15

Pour l'année 2010-2011 – Pour les garderies :

a. **coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011;**
b. **coût du développement de places en 2011-2012;**
c. **indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);**
d. **équité salariale;**
e. **hausse de la subvention aux garderies privées pour l'augmentation des coûts de système.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2010-2011 :

Les crédits 2011-2012 incluent 7,4 M$ pour l'annualisation et la reconduction des places créées en 2010-2011.

b. Coût du développement de places en 2011-2012 :

Les crédits 2011-2012 incluent 2 M$ pour la création de places prévue en 2011-2012.

c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Les crédits 2011-2012 n'incluent pas d'augmentation pour la progression dans les échelles salariales (avancements d'échelon).

d. Équité salariale :

Les crédits 2011-2012 incluent 6,9 M$ pour les ajustements liés à la démarche d'équité salariale dans les garderies.

e. Hausse de la subvention aux garderies privées pour l'augmentation des coûts de système :

L'augmentation des coûts de système correspond au coût des ajustements liés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP16

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2006-2007 et 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Services de garde éducatifs – plaintes reçues en 2010-2011

Catégories	CPE	BC milieu familial	Garderie	Total
Accessibilité et continuité des services	57	23	56	136
Fonctionnement administratif	153	153	373	679
Personne en relation avec un service de garde	173	105	375	653
Santé et sécurité des enfants	126	27	726	879
Total	509	308	1 530	2 347

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 17

Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

Manquements liés à	Types de manquements	Nombre de manquements en 2010-2011	
		Centre de la petite enfance	Garderie
Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance			
	Conformité du conseil d'administration	12	0
	Respect du permis et des classes d'âge	1	27
	Lieu des activités en respect du permis	0	2
	Avis de changement : nom, domicile, administrateur, actionnaire	3	3
	Conformité plan/locaux	4	9
	Autorisation pour modification : locaux, nombre au permis, classe au permis	5	8
	Affichage du permis	4	27
	Comité consultatif de parents	0	356
	Conservation et tenue des fiches d'inscription et des fiches d'assiduité	10	69
	Collaboration au travail de l'inspecteur	0	1
	Contribution	9	54
	Respect de l'entente de subvention	36	43
Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance			
	Attestations des absences d'empêchement du personnel du service de garde : manquantes, expirées ou non conservées sur les lieux du service de garde	202	463
	Cours de premiers soins : expirés, manquants, non conformes, ou non conservés sur les lieux du service de garde	48	105
	Ratio éducateur/enfants non conforme	9	39
	Personnel qualifié insuffisant	22	112
	Remplacement en cas d'urgence	1	1
	Conservation des documents pour une période de 3 ans	0	1
	Administration d'un CPE : le président du conseil d'administration est un parent usager	2	S. O.
	Mécanisme de contrôle du service de garde : absent, brisé. Température et/ou humidité des locaux non conformes	21	43
	Aires de jeu intérieures non conformes	96	133
	Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	193	526
	Maintien des locaux, du mobilier et des équipements propres	474	620
	Espace de jeu extérieur et aires de jeu extérieures	272	258
	Accès au service de garde par les parents	1	1
	Surveillance constante des enfants	3	11
	Liste des numéros de téléphone	44	247
	Enfant blessé ou malade / Assistance médical	0	2
	Non-conformité jeux intérieurs et jouets	61	56
	Non-conformité : poussettes, barrières, clôture extérieure, etc.	2	7
	Affichage du menu hebdomadaire et conservation des aliments	64	161

Manquements liés à	Types de manquements	Nombre de manquements en 2010-2011	
		Centre de la petite enfance	Garderie
	Médicaments (autorisation pour administration de médicaments, personne désignée, identification des médicaments et leur entreposage, maintien d'un registre) et étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	936	1355
	Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remises au parent)	104	213
	Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	50	162
	Autres : pataugeoire, animaux, utilisation de téléviseur, enfant resté dans un lit, sortie extérieure, animaux.	8	31
Règlement sur la contribution réduite			
	Mode de paiement de la contribution	0	3
	Biens, matériel et services en contrepartie de la contribution réduite	10	21
	Entente écrite	5	21
	Respect de la contribution et des restrictions fixées par Règlement	107	131
	Administration de la contribution réduite	68	84

SOURCE : Direction générale des opérations régionales – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP18

Évolution du nombre de places créées par année par type de services de garde (CPE, milieu familial, garderie privée subventionnée) depuis 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année	CPE Installation	Garderie subventionnée	Milieu familial	TOTAL
2010-2011	3 124	1 661	0	4 785

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance, 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP19

Le nombre d'ETC (équivalents temps complet) en centre de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010, les prévisions pour 2010-2011 et 2011-2012, pour chacun des emplois suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :

a. **Personnel éducateur qualifié;**
b. **Personnel éducateur non qualifié;**
c. **Adjointe administrative;**
d. **Commis comptable ou secrétaire comptable;**
e. **Secrétaire-réceptionniste;**
f. **Responsable de l'alimentation ou cuisinière;**
g. **Préposée;**
h. **Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;**
i. **Gestionnaire;**
j. **Aide-éducatrice;**
k. **Agente de conformité.**

Exposé et statistiques

En 2009-2010, il y avait, dans les centres de la petite enfance et les bureaux coordonnateurs, 22 920 équivalents à temps plein (ETC).

ETC par catégorie d'emplois	**2009-2010**
Éducatrice qualifiée	13 659
Éducatrice non qualifiée	3 761
Adjointe administrative	335
Commis comptable ou secrétaire comptable	324
Secrétaire-réceptionniste	173
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 281
Préposée	509
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	627
Gestionnaire	1 706
Aide-éducatrice	316
Agente de conformité	229
TOTAL	**22 920**

Source : Rapports financiers 2009-2010

Note : 1 ETC =1 664 heures / année pour les éducatrices et 1 825 heures / année pour les autres membres du personnel.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 20

Le salaire moyen versé en centre de la petite enfance et en bureau coordonnateur pour chacun des emplois suivants, pour l'année financière 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 et 2011-2012 :

- **a) Personnel éducateur qualifié;**
- **b) Personnel éducateur non qualifié;**
- **c) Adjointe administrative;**
- **d) Commis comptable ou secrétaire-comptable;**
- **e) Secrétaire-réceptionniste;**
- **f) Responsable de l'alimentation ou cuisinière;**
- **g) Préposée;**
- **h) Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;**
- **i) Directrice générale;**
- **j) Directrice adjointe;**
- **k) Aide-éducatrice;**
- **l) Agente de conformité.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Salaire moyen annuel par catégories	**2009-2010**
Personnel éducateur qualifié	32 152
Personnel éducateur non qualifié	26 535
Adjointe administrative	38 083
Commis comptable ou secrétaire-comptable	31 215
Secrétaire-réceptionniste	27 583
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	30 877
Préposée	23 920
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	39 234
Directrice générale	72 448
Directrice adjointe	50 965
Aide-éducatrice	25 782
Agente de conformité	34 896

Source : Rapports financiers 2009-2010

- Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération totale par catégorie inscrite aux rapports financiers par le nombre d'effectifs équivalents à temps complet (ETC).

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP21

Le nombre d'ETC (équivalents temps complet) en garderie subventionnée pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 et 2011-2012, pour chacun des emplois suivants :

a. **Personnel éducateur qualifié;**
b. **Personnel éducateur non qualifié;**
c. **Adjointe administrative;**
d. **Commis comptable ou secrétaire comptable;**
e. **Secrétaire-réceptionniste;**
f. **Responsable de l'alimentation ou cuisinière;**
g. **Préposée;**
h. **Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;**
i. **Gestionnaire;**
j. **Aide-éducatrice.**

Exposé et statistiques

Il y avait dans les garderies subventionnées, en 2009-2010, 6 357 emplois d'éducatrices en équivalents temps plein (ETC).

Les données pour les autres catégories d'emplois ne sont pas disponibles. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans les rapports financiers des garderies subventionnées.

ETC - Éducateurs	**2009-2010**
Éducatrice qualifiée	4 091
Éducatrice non qualifiée	2 266
TOTAL	**6 357**

Source : Rapports financiers 2009-2010

Note : 1 ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP22

Le salaire moyen versé en garderie subventionnée pour chacun des emplois suivants et pour l'année financière 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 et 2011-2012 :

a. **Personnel éducateur qualifié;**
b. **Personnel éducateur non qualifié;**
c. **Adjointe administrative;**
d. **Commis comptable ou secrétaire comptable;**
e. **Secrétaire-réceptionniste;**
f. **Responsable de l'alimentation ou cuisinière;**
g. **Préposée;**
h. **Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;**
i. **Directrice générale;**
j. **Directrice adjointe;**
k. **Aide-éducatrice.**

Exposé et statistiques :

Salaire annuel moyen	**2009-2010**
Éducatrice qualifiée	28 097
Éducatrice non qualifiée	23 097
MOYENNE	**26 877**

Source : Rapports financiers 2009-2010

- Le salaire moyen versé est calculé en divisant la rémunération inscrite au rapport financier par le nombre d'effectifs équivalents à temps complet (ETC).

- Les données pour les autres catégories d'emplois ne sont pas disponibles. Seul le personnel éducateur est inscrit aux rapports financiers des garderies subventionnées.

Note :1 ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP23

Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un déficit d'opération, incluant le déficit moyen par entité, en 2009-2010, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2007-2008 et 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Centres de la petite enfance

Région administrative		2009-2010	
		Nombre de CPE	Déficit d'opération moyen
01	Bas-Saint-Laurent	8	60 953 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	12	21 859 $
03	Capitale Nationale	46	30 352 $
04	Mauricie	16	38 202 $
05	Estrie	23	27 975 $
06	Montréal	93	35 353 $
07	Outaouais	16	26 600 $
08	Abitibi - Témiscamingue	7	64 355 $
09	Côte-Nord	6	34 995 $
10	Nord-du-Québec	4	*
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	6	33 931 $
12	Chaudière-Appalaches	19	33 277 $
13	Laval	16	24 340 $
14	Lanaudière	12	40 120 $
15	Laurentides	15	26 353 $
16	Montérégie	43	41 862 $
17	Centre-du-Québec	12	31 479 $
Ensemble du Québec		**354**	**35 843 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 961 rapports financiers des CPE traités.

Bureaux coordonnateurs

Région administrative		2009-2010	
		Nombre de BC	Déficit d'opération moyen
01	Bas-Saint-Laurent	2	*
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	1	*
03	Capitale Nationale	-	-
04	Mauricie	5	10 386 $
05	Estrie	7	6 192 $
06	Montréal	3	*
07	Outaouais	1	*
08	Abitibi - Témiscamingue	1	*
09	Côte-Nord	3	*
10	Nord-du-Québec	1	*
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	1	*
12	Chaudière-Appalaches	3	*
13	Laval	2	-
14	Lanaudière	-	-
15	Laurentides	-	-
16	Montérégie	5	9 551 $
17	Centre-du-Québec	1	*
Ensemble du Québec		**34**	**14 162 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 162 rapports financiers des BC traités.

Garderies

Région administrative		2009-2010	
		Nombre de garderie	Déficit d'opération moyen
01	Bas-Saint-Laurent	1	*
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean		
03	Capitale Nationale	3	*
04	Mauricie		
05	Estrie		
06	Montréal	42	28 979 $
07	Outaouais	5	13 377 $
08	Abitibi - Témiscamingue		
09	Côte-Nord		
10	Nord-du-Québec	1	*
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		
12	Chaudière-Appalaches	2	*
13	Laval	7	28 400 $
14	Lanaudière	7	42 570 $
15	Laurentides	4	*
16	Montérégie	18	36 360 $
17	Centre-du-Québec	2	*
Ensemble du Québec		**92**	**29 221 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 618 rapports financiers des garderies traités.

* Pour protéger les renseignements confidentiels, la donnée de déficit moyen n'est pas présentée pour les régions administratives où moins de cinq entreprises de services de garde sont visées.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP24

Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un surplus d'opération, incluant le surplus moyen par entité, en 2009-2010, au niveau national et par région ainsi que pour les années 2007-2008 et 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Centres de la petite enfance

Région administrative		2009-2010	
		Nombre de CPE	Surplus moyen
01	Bas-Saint-Laurent	13	24 116 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	22	37 541 $
03	Capitale-Nationale	50	41 393 $
04	Mauricie	15	35 140 $
05	Estrie	27	32 737 $
06	Montréal	178	36 238 $
07	Outaouais	35	50 001 $
08	Abitibi - Témiscamingue	14	188 825$
09	Côte-Nord	14	39 694 $
10	Nord-du-Québec	8	94 432 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	6	21 762 $
12	Chaudière-Appalaches	27	34 915 $
13	Laval	23	41 522 $
14	Lanaudière	27	53 289 $
15	Laurentides	38	44 583 $
16	Montérégie	98	52 619 $
17	Centre-du-Québec	12	20 784 $
Ensemble du Québec		**607**	**45 045 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 961 rapports financiers des CPE traités.

Bureaux coordonnateurs

Région administrative		2009-2010	
		Nombre de BC	Surplus moyen
01	Bas-Saint-Laurent	6	38 954 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	6	36 048 $
03	Capitale-Nationale	14	38 746 $
04	Mauricie	2	*
05	Estrie	2	*
06	Montréal	17	66 962 $
07	Outaouais	8	25 758 $
08	Abitibi - Témiscamingue	5	25 441 $
09	Côte-Nord	3	*
10	Nord-du-Québec	1	*
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	5	31 311 $
12	Chaudière-Appalaches	9	25 683 $
13	Laval	6	31 232 $
14	Lanaudière	9	45 124 $
15	Laurentides	10	62 510 $
16	Montérégie	21	53 332 $
17	Centre-du-Québec	4	*
Ensemble du Québec		**128**	**42 517 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 162 rapports financiers des BC traités.

Garderies

Région administrative		2009-2010	
		Nombre de garderie	Surplus moyen
01	Bas-Saint-Laurent	-	- $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	9	98 148 $
03	Capitale-Nationale	46	83 117 $
04	Mauricie	3	*
05	Estrie	5	76 857 $
06	Montréal	238	109 843$
07	Outaouais	15	63 642 $
08	Abitibi - Témiscamingue	1	*
09	Côte-Nord	-	- $
10	Nord-du-Québec	-	- $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	1	*
12	Chaudière-Appalaches	12	88 821 $
13	Laval	43	95 310 $
14	Lanaudière	26	95 040 $
15	Laurentides	27	79 766 $
16	Montérégie	91	97 482 $
17	Centre-du-Québec	9	47 194 $
Ensemble du Québec		**526**	**98 608 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 618 rapports financiers des garderies traités.

* Pour protéger les renseignements confidentiels, la donnée de surplus moyen n'est pas présentée pour les régions administratives où moins de cinq entreprises de services de garde sont visées.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP25

Les actifs nets affectés et non affectés (CPE et BC) et les BNR (garderie) moyens en 2009-2010, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2007-2008 et 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les actifs nets affectés et non affectés moyens des CPE par région

Région administrative		2009-2010
01	Bas-Saint-Laurent	102 529 $
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	237 555 $
03	Capitale-Nationale	186 336 $
04	Mauricie	133 457 $
05	Estrie	144 756 $
06	Montréal	206 598 $
07	Outaouais	226 743 $
08	Abitibi-Témiscamingue	137 798 $
09	Côte-Nord	129 316 $
10	Nord-du-Québec	379 894 $
11	Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	115 854 $
12	Chaudière-Appalaches	128 915 $
13	Laval	203 753 $
14	Lanaudière	247 771 $
15	Laurentides	209 460 $
16	Montérégie	257 204 $
17	Centre-du-Québec	238 236 $
Ensemble du Québec		**203 016 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 961 rapports financiers des CPE traités.

Les actifs nets affectés et non affectés moyens des BC par région

Région administrative		2009-2010
01	Bas-Saint-Laurent	121 408 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	112 142 $
03	Capitale-Nationale	156 152 $
04	Mauricie	55 297 $
05	Estrie	39 799 $
06	Montréal	210 457 $
07	Outaouais	115 949 $
08	Abitibi - Témiscamingue	51 396 $
09	Côte-Nord	25 917 $
10	Nord-du-Québec	53 902 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	84 454 $
12	Chaudière-Appalaches	89 060 $
13	Laval	159 411 $
14	Lanaudière	225 890 $
15	Laurentides	188 116 $
16	Montérégie	166 057 $
17	Centre-du-Québec	101 414 $
Ensemble du Québec		**134 461 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 162 rapports financiers des BC traités.

Les bénéfices nets non répartis moyens des garderies par région		
Région administrative		**2009-2010**
01	Bas-Saint-Laurent	- $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	9 751 $
03	Capitale-Nationale	142 620 $
04	Mauricie	223 263 $
05	Estrie	71 292 $
06	Montréal	205 604 $
07	Outaouais	26 317 $
08	Abitibi - Témiscamingue	315 213 $
09	Côte-Nord	- $
10	Nord-du-Québec	- $
11	Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	26 065 $
12	Chaudière-Appalaches	163 898 $
13	Laval	345 617 $
14	Lanaudière	197 603 $
15	Laurentides	94 033 $
16	Montérégie	170 272 $
17	Centre-du-Québec	110 463 $
Ensemble du Québec		**186 610 $**

Source : Données de novembre 2010, sur 618 rapports financiers des garderies traités.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP26

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde, par type de service, en 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau suivant présente le nombre d'enfants handicapés intégrés par type de service de garde en 2009-2010. Il s'agit d'enfants de 0 à 59 mois et de 60 mois et plus. Les données pour 2010-2011 seront disponibles à partir de janvier 2012 et celles de 2011-2012 seront disponibles à partir de janvier 2013.

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2009-2010

	Région administrative	Installation CPE	Garderie	Milieu familial	Total
1	Bas-Saint-Laurent	59	0	38	97
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	79	8	38	125
3	Capitale-Nationale	380	60	90	530
4	Mauricie	63	4	36	103
5	Estrie	150	8	40	198
6	Montréal	815	296	216	1 327
7	Outaouais	82	34	42	158
8	Abitibi-Témiscamingue	29	0	10	39
9	Côte-Nord	15	0	8	23
10	Nord-du-Québec	24	3	1	28
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17	0	16	33
12	Chaudière-Appalaches	134	10	68	212
13	Laval	143	53	76	272
14	Lanaudière	188	72	56	316
15	Laurentides	202	38	121	361
16	Montérégie	678	152	242	1 072
17	Centre-du-Québec	69	18	21	108
Ensemble du Québec		**3 127**	**756**	**1 119**	**5 002**

Source : Rapports financiers 2009-2010

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP27

Nombre de poupons dans les services de garde, par type de service, en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau suivant présente le nombre de poupons accueillis dans les services de garde en 2009-2010. Les données pour 2010-2011 seront disponibles à partir de janvier 2012 et celles de 2011-2012 à partir de janvier 2013.

Nombre de poupons accueillis dans les services de garde en 2009-2010					
Région administrative		Installation CPE	Milieu familial	Garderie	Total
1	Bas-Saint-Laurent	227	576	-	803
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	381	744	100	1 225
3	Capitale-Nationale	840	1 531	306	2 677
4	Mauricie	340	624	41	1 005
5	Estrie	506	973	23	1 502
6	Montréal	2 418	3 176	1 389	6 983
7	Outaouais	626	1 009	165	1 800
8	Abitibi-Témiscamingue	258	449	10	717
9	Côte-Nord	158	253	.	411
10	Nord-du-Québec	254	31	8	293
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	95	240	5	340
12	Chaudière-Appalaches	621	1 192	115	1 928
13	Laval	363	1 055	299	1 717
14	Lanaudière	453	1 086	212	1 751
15	Laurentides	586	1 285	232	2 103
16	Montérégie	1 987	3 331	670	5 988
17	Centre-du-Québec	286	626	111	1 023
Ensemble du Québec		**10 399**	**18 181**	**3 686**	**32 266**

Source : Rapports financiers 2009-2010

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP28

Nombre de places à temps partiel dans les services de garde, par type de service, en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 ventilées par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les places subventionnées des services de garde ne sont pas consacrées a priori à la garde à temps partiel ou à la garde à temps plein. Ce sont les besoins de la clientèle qui font que les places sont utilisées à temps plein ou à temps partiel. Le ministère de la Famille et des Aînés ne fait donc pas de prévisions quant à l'utilisation des places par des enfants qui fréquentent les services de garde à temps partiel ou à temps complet.

Les renseignements disponibles sont ceux fournis par les CPE, les BC et les garderies subventionnées dans leur Rapport financier annuel (RFA), plus précisément dans *l'État de l'occupation et des présences réelles des enfants PCR de 59 mois ou moins accueillis à temps partiel.*

Selon l'information déclarée dans les RFA 2009-2010, 1 176 services de garde ont accueilli des enfants de 0 à 59 mois à temps partiel qui ont utilisé 2 649 248 jours d'occupation.

	Nombre de services de garde	**Total des jours d'occupation**
Centre de la petite enfance (CPE)	886	1 251 112
Bureau coordonnateur (BC)	147	1 287 306
Garderie	143	110 830
TOTAL	**1 176**	**2 649 248**

Source : Rapports financiers 2009-2010

Sachant qu'une place à temps complet représente 261 jours d'occupation, les enfants accueillis à temps partiel ont occupé l'équivalent de 10 150 places en 2009-2010.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP29

Nombre de places en milieu de travail en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, ventilées par région

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données sur le nombre de places en milieu de travail proviennent des rapports d'activités annuels complétés par les services de garde (centres de la petite enfance et garderies) et les bureaux coordonnateurs. Les données pour les années 2009-2010 et 2010-2011 ne sont pas disponibles.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP30

Nombre de places dans les établissements d'enseignement en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, ventilées par région

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données sur le nombre de places dans les établissements d'enseignement proviennent des rapports d'activités annuels complétés par les services de garde (CPE et garderies) et les bureaux coordonnateurs. Les données 2009-2010 et 2010-2011 ne sont pas disponibles.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP31

Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de service de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun document n'a été produit par le ministère de la Famille et des Aînés sur ces questions.

SOURCE : Direction générales des politiques – 31 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP32

Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Modèle d'estimation des besoins de places en services de garde

Les besoins à combler, en matière de places par région pour les enfants de 0 à 4 ans, sont établis à l'aide d'un modèle d'estimation des besoins en matière de services de garde qui comporte cinq variables :

- le nombre d'enfants de 0 à 4 ans;
- le taux global d'activité des parents;
- les préférences des parents en matière de services de garde;
- l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde;
- l'équivalence en places à temps complet.

La variable 1 - le nombre d'enfants de 0 à 4 ans

Les perspectives démographiques du Québec illustrent que le nombre d'enfants âgés de 0 à 4 ans augmentera constamment entre 2008 et 2012, passant de 399 965 à 442 191 enfants. Les données de population utilisées pour l'estimation des besoins sont tirées des *Perspectives démographiques 2006-2056,* ISQ, mars 2010.

La variable 2 - le taux global d'activité des parents

Le taux global d'activité de la mère ou du parent seul augmente selon l'âge de l'enfant. Ainsi, le taux global d'activité du parent est de 64 % lorsque l'enfant a moins de un an alors qu'il atteint 74,6 % dans le cas du parent d'un enfant âgé entre 3 et 4 ans. Les données proviennent d'une compilation spéciale, effectuée par Statistique Canada, des données du *Recensement 2006* et de l'*Enquête sur la population active* (EPA), Statistique Canada, ISQ, avril 2009.

La variable 3 - les préférences des parents en matière de services de garde

L'Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde réalisée en 2004 par l'ISQ démontre que la préférence des parents pour la garde régulière en CPE ou garderie augmente avec l'âge de leur enfant. La mise à jour de ces données sera complétée lorsque les résultats de l'Enquête menée par l'ISQ seront disponibles, soit au printemps 2011.

Les variables 4 et 5 - l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde et l'équivalence en places à temps complet

L'impact de la politique familiale sur le comportement des parents en matière de services de garde et la proportion observée pour des motifs autres que le travail et les études est mesuré avec les résultats de l'*Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde*, ISQ, document à paraître au printemps 2011. De même, les données du Rapport d'activités des services de garde, 2009-2010 seront utilisées pour calculer le facteur d'équivalence à temps complet pour tenir compte des pratiques actuelles en matière de fréquentation à temps partiel.

Source : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP33

Nombre total d'enfants inscrits pour chacun des guichets régionaux d'accès aux places en services de garde au 31 mars 2011.

Exposé et statistiques

Le ministère de la Famille et des Aînés ne détient pas les renseignements demandés.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP34

État de situation sur le financement des immobilisations.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Résumé du Programme

Le programme de financement des infrastructures (PFI) fournit aux CPE les ressources nécessaires pour réaliser des projets d'immobilisation nécessitant un apport financier important tout en facilitant l'accès à du financement à des conditions avantageuses. Mis sur pied en 2002-2003 sous le nom de programme de financement global des immobilisations (PFGI), ce programme a changé de nom à partir de l'exercice financier 2008-2009.

Le remboursement de l'emprunt, capital et intérêts, est couvert par la Subvention pour le financement des infrastructures. Le CPE obtient son financement sous la forme d'un prêt à terme. Lorsque le projet est complété, un taux d'intérêt fixe est déterminé pour le prêt à terme et le montant de ce dernier est autorisé par le Ministère. Le CPE désirant participer au programme doit signer une entente avec le Ministère déterminant les obligations réciproques de chacune des parties.

Historique

Le PFI a été mis sur pied durant l'année financière 2002-2003. Dans un premier temps, le financement intérimaire a été fourni par la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ). À la suite d'un appel d'offres, le Ministère a conclu, le 21 décembre 2004, une entente avec la Banque Nationale du Canada pour un financement total de 240 M$. Le Ministère a renégocié cette entente pour augmenter le volume de financement à 315 M$ pour permettre notamment de financer les changements d'emplacement de CPE ou les travaux majeurs urgents et nécessaires. Le 1er décembre 2005, le Ministère a débuté les remboursements pour les projets financés dans le cadre du PFI.

Le 20 juin 2009, à la suite d'un appel d'offres, le Ministère a conclu une entente avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour un financement de 185 M$ pour la construction et l'agrandissement d'installations en CPE dans le cadre de l'attribution de 18 000 places autorisées en août 2008.

Nombre de projets financés et niveau des prêts

Au 31 mars 2011, 360 projets totalisant un investissement de 277,6 M$ étaient complétés.

À cette même date, 198 projets étaient en cours de réalisation pour une valeur totale autorisée de 153,1 M$, dont 81,9 M$ avaient été décaissés par l'institution financière autorisée.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP35

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, et ventilés selon le type de services de garde (camp de jour, garderie) incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2009-2010, 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, a publié en février 2011 le coût de l'ensemble des dépenses fiscales, édition 2010.

Celle-ci constitue la dernière version et elle est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2010.pdf

SOURCE : Direction générale des politiques
VALIDATION: Secrétariat général – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP36

Coût de la mesure relativement à la mensualisation du crédit d'impôt pour frais de garde

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les coûts associés à cette mesure seront intégrés aux coûts relatifs aux coûts des modifications des systèmes informatiques du ministère du Revenu (MRQ) qui découlent de l'adoption du Discours sur le budget.

SOURCE : Direction générale des politiques – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP37

État de situation et sommes octroyées par le ministère pour le développement d'une politique familiale au sein des municipalités pour 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis 2002, le ministère de la Famille et des aînés (MFA) accompagne les municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC) dans l'élaboration ou la mise à jour de leur politique familiale municipale. Depuis le 16 novembre 2009, le Ministère a ajouté la démarche Municipalité amie des aînés (MADA) au programme de soutien aux politiques familiales municipales (PFM).

Afin d'appuyer les municipalités et les MRC dans la réalisation de leur projet, le programme PFM-MADA prévoit un soutien financier et technique. Celui-ci est donné par le Carrefour d'action familial municipal, dont l'équipe de formateurs est reconnue pour son expertise au sein du milieu municipal. Le nombre d'heures de soutien est offert en fonction du type de projets déposés, soit 15 heures pour l'élaboration d'une PFM ou de MADA, 6 heures pour une mise en œuvre du plan d'action en faveur des familles et 9 heures pour la mise à jour de la PFM et du plan d'action en faveur des familles.

Le budget 2010-2011 alloué au volet PFM du programme PFM-MADA s'élève à 1 010 000 M$. Compte tenu du budget disponible, le MFA a pu accepter 125 nouvelles demandes PFM et PFM-MADA en 2010-2011. La dépense estimée se répartit comme suit, 855 725 $ pour les municipalités et les MRC et 154 275 $ pour le soutien technique offert par le Carrefour d'action familial municipal.

Source : Direction générale des opérations régionales – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
Informations complémentaires à la fiche N°

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP38

38. Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-Municipalités (TQM) relatifs à la politique

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette fiche doit être transférée au MAMROT qui a la responsabilité de cette Table.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP39

Pour 2010-2011, liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets. Préciser les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes

Cette entente est issue du Plan d'action gouvernemental 2007-2010 Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait (programme CTF-PIC). L'entente vise à développer des projets de conciliation travail-famille-étude. Cinq régions ont signé une entente spécifique avec leur CRÉ respectif pour un total de 147 500 $.

1. Estrie 30 000 $
2. Longueuil 50 000 $
3. Bas-Saint-Laurent 15 000 $
4. Centre-du-Québec 30 000 $
5. Mauricie 22 500 $

Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées 2007-2012

Cette entente est issue de la Stratégie d'action gouvernementale en faveur des aînés présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 et vise à adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes aînées de la région. Toutes les régions du Québec ont signé une entente avec leur CRÉ.

L'un des objectifs de la Stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes aînées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « Services et infrastructures régionales » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M$ répartie sur cinq ans (2007-2012) qui a permis la conclusion d'ententes spécifiques avec les 21 CRÉ du Québec (voir la liste dans le tableau suivant). Au total, chaque CRÉ obtient 119 000 $ par année pour un total de 595 000 $ sur 5 ans. Le 75 % du 119 000 $ (89 250 $) est payable à chaque date anniversaire de la signature de l'entente. Le 25 % du 119 000 $ (29 750 $) de l'année budgétaire précédente est payable sur présentation des rapports d'activités et financier annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées.

Les 21 ententes spécifiques avec les Conférences régionales des élus (CRÉ)- Adapter les services et infrastructures			
No. Rég	CRÉ	Montant total alloué	Montant alloué annuellement
01	Bas-Saint-Laurent	595 000 $	119 000 $
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	595 000 $	119 000 $
03	Capitale-Nationale	595 000 $	119 000 $
04	Mauricie	595 000 $	119 000 $
05	Estrie	595 000 $	119 000 $
06	Montréal	595 000 $	119 000 $
07	Outaouais	595 000 $	119 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	595 000 $	119 000 $
09	Côte-Nord	595 000 $	119 000 $
10	Administration régionale Kativik	595 000 $	119 000 $
10	Baie-James	595 000 $	119 000 $
10	Administration régionale Crie	595 000 $	119 000 $
11	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	595 000 $	119 000 $
12	Chaudière-Appalaches	595 000 $	119 000 $
13	Laval	595 000 $	119 000 $
14	Lanaudière	595 000 $	119 000 $
15	Laurentides	595 000 $	119 000 $
16	Montérégie-Est	595 000 $	119 000 $
16	Longueuil	595 000 $	119 000 $
16	Vallée-du-Haut-St-Laurent	595 000 $	119 000 $
17	Centre-du-Québec	595 000 $	119 000 $
Total		**12,5 M$**	**2,5 M$**

Source : Direction générale des opérations régionales – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche RP40

Pour 2010-2011, copie de tous documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en oeuvre d'une politique de conciliation travail-famille.

Les documents suivants sont disponibles sur demande ou sur le site Internet du Ministère :

- Document de consultation Vers une politique gouvernementale sur la conciliation famille-travail (2004).

  Disponible à l'adresse suivante :
  http://www.mfa.gouv.qc.ca/ministere/formulaires-et-publications/index.asp?categorie=1202103#liste

- Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendue publique en décembre 2006).

  Disponible à l'adresse suivante :
  http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/CF_egalite_politique.pdf

- Plan d'action gouvernemental 2007-2010 *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendu public en décembre 2006).

  Disponible à l'adresse suivante :
  http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/CF_egalite_planaction07-10.pdf

- Bilan de l'action gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2007-2010

  Disponible à l'adresse suivante :
  http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/BilanDuPlanAction_octobre2010.pdf

SOURCE : Direction générales des politiques – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 41

Pour 2010-2011, détails des projets retenus et des sommes octroyées pour le programme de Soutien financier aux milieux de travail en matière de conciliation travail-famille.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

13 projets acceptés en 2010-2011 :

1- Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia (36 544,50 $)

2- Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de l'Érable (50 000 $)

3- Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De Blainville (25 051,50 $)

4- Carrefour action municipale et famille (7 143,98 $)

5- Chambre de commerce et d'industrie de Mirabel (45 675 $)

6- Jeune chambre de commerce de la Mauricie (22 355,25 $)

7- Technologies Sys-Tech inc. (10 000 $)

8- Alliance québécoise du loisir public (10 549,50 $)

9- Agence pour vivre chez soi (10 000 $)

10- Service Accès Travail de Portneuf (49 856,25 $)

11- Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec (50 000 $)

12- Conseil central du Montréal métropolitain (30 431,25 $)

13- Centre de la petite enfance Les Petits Cailloux (6 186,12 $)

Pour un montant total de 353 793,35 $.

SOURCE : Direction générale des politiques – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 42

Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2011 comparativement au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Au 31 mars 2011, il n'y a pas de projets enregistrés en attente.
- Les promoteurs ayant déposé une demande de places subventionnées, dans le cadre de l'appel de projets du printemps 2008, avaient été avisés que leur projet était maintenu dans la banque du ministère de la Famille et des Aînés jusqu'au 31 mars 2010.

Source : Direction générale des services de garde à l'enfance – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP43

État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies

Exposé et statistiques

Le Programme de soutien financier des haltes-garderies communautaires a fait l'objet d'une révision en 2009. Le Secrétariat du Conseil du trésor avait approuvé les nouvelles règles et une majoration de l'enveloppe budgétaire de 150 000 $, faisant passer l'enveloppe annuelle à 3 150 000 $, pour l'année financière 2009-2010.

Sous réserve des disponibilités budgétaires, les nouvelles règles du programme prévoient un financement sur une base triennale. Toutefois, le financement est renouvelé annuellement sur présentation d'une preuve du maintien du service de la halte-garderie pendant l'année précédente et de la reddition de comptes demandée.

Dans le discours du Budget 2011-2012, une bonification de l'enveloppe budgétaire allouée du programme de soutien aux haltes-garderies communautaires de l'ordre de 500 000 $ annuellement, sur une base récurrente est annoncée. Ce rehaussement portera à 3,65 M$ le financement accordé aux haltes-garderies.

Source : Direction générale des opérations régionales – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP44

Depuis 2003-2004, par année, ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies à but lucratif ainsi que le nombre de permis émis pour ce même service de garde.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes reçues et de permis délivrés à des garderies à but lucratif pour 2010-2011

Région	Demandes reçues	Permis délivrés
Bas-Saint-Laurent	1	0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5	0
Capitale- Nationale	19	7
Mauricie	2	0
Estrie	5	2
Montréal	130	56
Outaouais	13	8
Abitibi-Témiscamingue	1	0
Côte-Nord	0	0
Nord-du-Québec	0	-1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	0
Chaudière-Appalaches	8	4
Laval	47	20
Lanaudière	18	11
Laurentides	17	10
Montérégie	48	26
Centre-du-Québec	2	1
TOTAL	**317**	**144**

Selon l'article 11 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, un permis de garderie est délivré à toute personne qui s'engage, notamment, à fournir aux enfants des services de garde éducatifs dans une seule installation.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche RP 45

Copie des tableaux ou grilles qui ont été produits à la suite de l'appel d'offres lancé au printemps 2008. Selon nos informations, ces tableaux seraient disponibles par région administrative et contiendraient notamment les colonnes suivantes : le numéro d'établissement, le nom du projet, la circonscription, le type de service, la municipalité, le nombre de places demandées, les différentes notations attribuées pour la faisabilité et la qualité du projet. (Pour terminer, selon nos informations, ces tableaux ne recèlent pas de colonne spécifique indiquant le nom des promoteurs ni autres informations personnelles.)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le ministère de la Famille et des Aînés ne peut divulguer ces renseignements.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance, 1er avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP46

Copie de l'enquête sur les obligations, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde qui s'est déroulée du 14 septembre au 20 novembre 2009

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La collecte de données a été réalisée par l'Institut de la statistique du Québec du 14 septembre au 20 novembre 2009.

Au total, 11 169 entrevues ont été complétées.

La validation et l'analyse des données sont en cours. La diffusion du rapport de l'enquête est prévue pour le printemps 2011.

SOURCE : Direction générale des politiques - 31 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche: RP47

État de situation concernant la surtarification dans les services de garde éducatifs incluant le nombre de plaintes à ce sujet par type de services de garde et par année depuis janvier 2008. Inclure aussi le nom des garderies et CPE visées, les sanctions prises par le ministère, la nature des sanctions imposées et copie des lettres transmises par le ministère aux garderies visées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de plaintes :

En 2010-2011, le ministère de la Famille et des Aînés a reçu 137 plaintes concernant la surtarification dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Ces plaintes visent 66 garderies, 21 CPE et 7 RSG pour un total de 94 prestataires de services visés par ces plaintes.

Sanctions :

Le Ministère n'est pas en mesure de fournir les documents demandés puisqu'il n'existe pas de registre centralisé de la correspondance à cet effet. Les documents sont classés dans chacun des dossiers des titulaires de permis.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP48

Nombre de conseillers à la famille par région administrative, et ce, par année, pour les 3 dernières années. Description de la tâche d'un conseiller.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La donnée spécifique aux conseillers à la famille est non disponible. La seule donnée disponible concerne le corps d'emploi auquel le conseiller à la famille est rattaché, soit à titre d'agent de recherche et de planification socioéconomique (ARPSE 105).

Le tableau présente donc, pour la Direction générale des opérations régionales, la Direction de l'inspection et chacune des directions régionales, le nombre d'effectifs classés 105.

La fiche de description d'emploi des conseillers aux services à la famille est jointe en annexe.

SECTEURS	2010-2011
Direction générale des opérations régionales	6
Direction de l'inspection	2
Direction régionale de la Capitale Nationale et de l'Est du Québec	12
Direction régionale de Montréal	17
Direction régionale de l'Ouest et du Nord du Québec	14
Direction régionale du Centre et du Sud du Québec	16
TOTAL	**67**

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

Québec

DESCRIPTION D'EMPLOI

Espace réservé à la Direction des ressources humaines		
Codification	Date d'évaluation	Date de mise à jour

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Ministère ou organisme Ministère de la Famille et des Aînés	N° de la classe d'emplois 105	Titre de la classe d'emplois Agent de recherche
Direction générale Agence des services à la famille	Titre de l'emploi Conseiller aux services à la famille (CSF)	
Directions Directions territoriales	Niveau de l'emploi de la supérieure ou du supérieur immédiat Cadre IV	
Service	Titre de l'emploi de la supérieure ou du supérieur immédiat Directeur / trice	
Division	Adresse du lieu de travail	
Section	Numéro du poste	

2. DESCRIPTION DE L'EMPLOI

2.1. RAISON D'ÊTRE DE L'EMPLOI

Justifier la raison d'être de l'emploi.

Les directions territoriales sont au coeur des activités de l'Agence des services à la famille et la personne titulaire de l'emploi en est la principale gestionnaire de dossiers. Sous l'autorité de la directrice ou du directeur de la direction territoriale et sous la coordination du coordonnateur aux opérations, le ou la conseiller(ère) aux services à la famille et à l'enfance offre une expertise professionnelle de conseil, de soutien et de prévention aux centres de la petite enfance, aux garderies, aux bureaux coordonnateurs et aux promoteurs concernant l'ensemble de leurs activités. Il ou elle contribue au développement social et économique dans un contexte local et régional, par ses interventions auprès des acteurs de l'économie sociale, en matière de services de garde et de services à la famille. Il ou elle intervient dans des situations particulières ou de crise, oriente et conseille la direction générale ou, s'il y a lieu, le conseil d'administration dans la résolution des problématiques rencontrées par la corporation, afin de permettre le fonctionnement harmonieux et de qualité des services de garde éducatifs au Québec, dans le respect des droits des enfants et des parents. L'atteinte des objectifs est encadrée par la Loi, les règlements et par les orientations du Ministère et de l'Agence des services à la famille.

À ces fins, le ou la conseiller(ère) aux services à la famille analyse divers facteurs et éléments d'information relatifs à sa clientèle ou à ses partenaires et en évalue l'impact sur les services de garde éducatifs et les bureaux coordonnateurs de son territoire. Ces facteurs sont d'ordre législatif, financier et budgétaire, socio-économique et administratif (organisation du travail, ressources humaines, relations de travail).

À titre de gestionnaire de dossier, il réunit les interventions d'une équipe multidisciplinaire, composée des différents spécialistes de l'Agence, afin de prévoir les implications sur un dossier. Il élabore des propositions et des stratégies facilitant l'application des orientations, des politiques et des règles administratives de l'Agence. Enfin, il contribue à l'atteinte des résultats énoncés dans la Déclaration de services aux citoyennes et citoyens de même qu'aux résultats du plan d'action de l'Agence et de la direction territoriale.

2.2. DESCRIPTION DES TÂCHES

Indiquer, pour chaque tâche, l'objet, les moyens utilisés et les résultats attendus (quoi, comment et pourquoi). Utiliser des mots concrets, clairs et précis afin de bien décrire la réalité.

N°	TÂCHES	%
1-	**Dans le cadre de l'intervention préventive, de conseil et de soutien auprès de l'ensemble des services de garde éducatifs et des bureaux coordonnateurs :** ▪ Offre son expertise professionnelle à ses clientèles avec lesquelles il a établi des liens privilégiés et des contacts étroits. ▪ Participe à l'élaboration, à la mise en oeuvre et au suivi de plans d'action, de plans de redressement, du plan d'amélioration continue de la qualité en vue d'assurer la qualité et la pérennité des services. ▪ Fait la promotion des meilleures pratiques concernant la reconnaissance, le soutien et l'encadrement des RSG. ▪ Analyse les dossiers du service de garde, pose un diagnostic sur le type de soutien à apporter et rassemble les contributions des membres de l'équipe multidisciplinaire. Soutient les modèles d'organisation de gestion. Les mesures appliquées peuvent être préventives, sérieuses ou énergiques et coercitives. ▪ Recommande au directeur ou à la directrice l'octroi des subventions conformément aux programmes offerts par le Ministère. ▪ Conseille les clientèles afin d'optimiser l'organisation et la qualité des services de garde et assure un suivi. ▪ Informe et conseille les gestionnaires et les membres du conseil d'administration sur le fonctionnement d'un service de garde éducatif, sur leurs droits, devoirs et responsabilités à titre d'administrateurs d'une corporation privée à but non lucratif (par corporation, ou en collaboration avec les Regroupements ou Associations), sur l'optimisation et la consolidation de leur service de garde et sur les opportunités de développement; de plus, les informe et les conseille sur la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance et sa règlementation, les orientations, les politiques, les règles budgétaires régissant les services de garde. ▪ Analyse, évalue, conseille et fait des recommandations à la clientèle sur les démarches à suivre, les programmes et services de soutien offerts lors de changement de localisation, de réaménagement, d'achat d'une propriété, d'augmentation de capacité et d'acquisition des actifs, de fusion, de consolidation, de restructuration. ▪ Recherche de l'information en faisant appel, au besoin, aux différentes ressources internes ou externes au Ministère.	40%
2-	**Dans le cadre de l'intervention auprès des services de garde éducatifs dans toutes les situations particulières ou de crise dans le respect de l'autonomie des services de garde éducatifs :** ▪ Analyse la situation et identifie les causes ayant entraîné le problème. ▪ Définit les limites de l'intervention afin que le soutien vise une prise en charge par le service de garde. ▪ Prend les mesures appropriées afin de résoudre des situations si la problématique est en lien avec la santé et la sécurité de l'enfant. ▪ Établit un diagnostic et aide, par des interventions directes auprès des membres du conseil d'administration et du responsable de la gestion, à solutionner les problèmes rencontrés. ▪ Voit à l'application de la procédure de traitement des plaintes des services de garde et collabore, au besoin, à la gestion des plaintes traitées par le Ministère. ▪ Requiert et assemble les analyses pertinentes (financières, gestion des ressources humaines, relations de travail) permettant l'actualisation d'un plan de redressement ou d'intervention en collaboration avec les spécialistes de l'Agence. ▪ Soutient le conseil d'administration de la corporation à la réalisation des plans d'action ou, s'il y a lieu, de plans de redressement et en assure le suivi. ▪ Conformément aux dispositions prévues dans la loi, recommande au directeur d'imposer à des corporations des mesures de redressement ou une administration provisoire. ▪ Analyse et formule des recommandations sur des situations nécessitant la désignation d'administrateur provisoire des services de garde en difficulté financière et organisationnelle, à la gestion d'un bureau coordonnateur.	30%

N°	TÂCHES	%
3-	**En matière de concertation dans les milieux sur les politiques et services reliés aux familles et aux services de garde :** ▪ Participe à la conception et à la mise en oeuvre de plans régionaux d'accessibilité aux places en services de garde éducatifs et de flexibilité de ces services. ▪ Participe à la concertation régionale et locale. ▪ Collabore, avec le conseiller en développement, aux consultations régionales, aux activités reliées à la concertation et à la création des opportunités de développement des services de garde. Il peut être amené à représenter le Ministère auprès des organismes privés, publics ou parapublics (municipalités, commissions scolaires, CLSC, associations ou regroupements) en matière de politique familiale et de services de garde plus spécifiquement, sur la politique en vigueur, l'application de la Loi et de ses règlements et toute autre information pertinente dans le cadre de l'intervention préventive et de soutien.	15%
4-	**Au niveau des tâches corporatives :** ▪ Réalise différentes tâches administratives, telles la rédaction de rapports d'intervention, états de situation, notes évolutives, mise à jour de systèmes corporatifs, etc. Le professionnel peut se voir confié des mandats particuliers, selon des priorités ministérielles ou des domaines de spécialisation. Participe à différents comités en lien avec la mission de l'Agence.	15 %

3. PARTICULARITÉS DE L'EMPLOI

3.1. AUTONOMIE

Décrire le degré d'autonomie de la ou du titulaire dans son emploi en lien avec le niveau de supervision exercée par la supérieure ou le supérieur immédiat. Décrire l'objet, les modalités et la fréquence du contrôle de la supérieure ou du supérieur immédiat et, le cas échéant, de la ou du chef d'équipe, sur le contenu et la réalisation des tâches de l'emploi. Dans quelles situations et pourquoi la réalisation des tâches requiert-elle l'encadrement, l'assistance ou l'approbation de la supérieure ou du supérieur immédiat et, le cas échéant, de la ou du chef d'équipe? Quelle est la participation de la ou du titulaire, de la supérieure ou du supérieur immédiat et, le cas échéant, de la ou du chef d'équipe à la planification et à l'organisation des tâches de l'emploi?
Le supérieur immédiat donne les orientations, intervient en cours de processus pour examiner et évaluer le cheminement des travaux et estimera les résultats au terme du processus. Le conseiller aux services à la famille jouit d'une très grande autonomie ; il a une responsabilité centrale comme gestionnaire d'un dossier quant aux résultats atteints dans son territoire en fonction des objectifs de l'Agence. Il planifie le déroulement de ses activités et identifie ses priorités, selon les besoins exprimés par sa clientèle et, selon son plan de travail, conformément aux orientations de la direction territoriale. Le coordonnateur et le supérieur immédiat assistent le titulaire de l'emploi dans le processus de résolution de problèmes lors de situations exceptionnelles ou inhabituelles. Le directeur approuve les recommandations du conseiller aux services à la famille sur les plans de redressement et d'administration provisoire, ainsi que pour l'admissibilité à des subventions, conformément aux règles en vigueur.

3.2. RESPONSABILITÉS À L'ÉGARD DES RÉSULTATS

3.2.1. Répercussions

Décrire les répercussions de l'exercice de l'emploi sur :

- l'atteinte des objectifs et la réalisation des programmes ou des activités de l'unité administrative, d'autres unités administratives ou de l'ensemble du ministère ou de l'organisme ;
- les services rendus au public ou à la clientèle ;
- la gestion des ressources matérielles ou financières.

- L'atteinte des objectifs et la réalisation des programmes de l'unité administrative de l'emploi, d'autres unités administratives ou de l'ensemble du Ministère ou de l'organisme;
- La production de services destinés au public ou à une clientèle;
- Le développement du champ d'activités, d'une discipline ou d'une profession.

Le CSF est le principal professionnel représentant l'Agence des services à la famille auprès de la clientèle dont il a la responsabilité et de leurs collaborateurs situés sur son territoire de travail (il doit juger constamment de la pertinence des informations à transmettre).

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la direction et de satisfaire les attentes de sa clientèle, il participe activement à la réalisation des divers travaux produits par les intervenants de l'Agence et, plus spécifiquement, de la direction territoriale; à ce titre, il joue un rôle déterminant sur la qualité des services rendus à sa clientèle.

La qualité des relations établies avec les membres des conseils d'administration et le personnel de la direction des services de garde éducatifs est fondamentale pour les enfants, les parents et les employés.

Les conséquences de l'emploi sont liées à un des objectifs de la direction, soit le conseil et le soutien aux services de garde. La pertinence et la qualité de ses interventions contribuent au développement des services de garde au Québec. Les mandats réalisés sont complexes et ont une incidence importante sur l'atteinte des objectifs de l'Agence.

3.2.2. Coordination et supervision d'une équipe de travail

Énumérer le nombre de personnes sous la coordination ou la supervision de la ou du titulaire et leur classement ainsi que la durée de cette coordination ou supervision, à titre de :

Chef d'équipe	Supérieur immédiat
N/A	**N/A**

3.2.3. Coordination de projets, comités ou autres

Énumérer le nombre de personnes sous la coordination ou la supervision de la ou du titulaire et leur classement ainsi que la durée de la coordination exercée à un autre titre auprès de personnes de l'unité administrative, d'autres unités administratives ou d'autres organisations, notamment au sein de comités ou de groupes de travail. Préciser la nature des responsabilités de coordination exercées auprès de ces personnes.

N/A

3.3. COMMUNICATIONS

Décrire les communications orales et écrites caractéristiques de l'emploi. Décrire la nature, le but et la fréquence des communications ainsi que les clientèles ou les interlocuteurs visés.

Le conseiller aux services à la famille a des contacts constants et quotidiens avec la clientèle de la direction territoriale, ainsi qu'avec les différents intervenants externes au service de garde lors de situations particulières. Il doit informer, expliquer, guider et conseiller ses différents interlocuteurs autant dans le soutien des activités courantes que dans la production d'états de situations, de rapports ou de recommandations.

Le CSF assume un leadership dans les interventions d'une équipe multidisciplinaire, composée des différents spécialistes de la direction.

Ces communications visent le maintien, le développement et l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de garde à la petite enfance et le respect de la politique familiale et de la législation en vigueur (lois, règlements, etc.). La communication contribue généralement à solutionner des problèmes particuliers et à favoriser le développement de la responsabilisation et de l'imputabilité de la clientèle.

Les principales difficultés résident dans l'adaptation des contenus à communiquer et de la multitude de facteurs intervenants dans le processus, tels les plans d'affaires, les prévisions budgétaires, la gestion des ressources humaines, le programme éducatif et différents programmes de prévention sur la santé physique et émotionnelle.

Le conseiller aux services à la famille doit aussi pouvoir s'adapter aux diverses réalités locales et régionales du Québec.

Il a un rôle d'influence à l'interne auprès de ses collègues, de sa direction et des collaborateurs des directions centrales de l'Agence.

De plus, sa collaboration est requise dans de nombreux comités de travail.

3.4. CRÉATIVITÉ, JUGEMENT ET RAISONNEMENT

Dans quelle mesure l'exercice des tâches de l'emploi est-il encadré par des normes, des techniques, des méthodes, des procédures, des systèmes, des mesures d'intervention ou des précédents? Illustrer chaque cas par un exemple concret.

De quelle façon et dans quelle situation la ou le titulaire doit effectuer du travail de création, notamment d'imaginer des solutions et d'innover face aux façons de faire habituelles? Illustrer chaque cas par un exemple concret.

De quelle façon et dans quelle situation la ou le titulaire doit effectuer du travail d'analyse afin d'apprécier une situation et d'en déterminer le bien-fondé.

Le conseiller aux services à la famille est appelé à participer à l'interprétation de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, les règlements et les normes (directives diverses, règles budgétaires) en vigueur dans le but de soutenir ses clientèles et ses partenaires visés le développement harmonieux des services de garde et afin de traiter des cas particuliers.

Il doit solutionner des problèmes inhérents à sa tâche. De ce fait, chaque dossier a ses particularités et demande une solution originale répondant au besoin du client tout en étant conforme aux régies et politiques en vigueur. Une analyse critique dans l'évaluation d'une grande quantité d'informations est courante. Il doit faire preuve d'imagination créatrice afin d'élaborer de nouvelles solutions aux problèmes complexes pour lesquels parfois peu ou pas de précédents existent et pour lesquels, il doit tenir compte de nombreuses variables difficiles à cerner.

Il est appelé à concilier divers éléments et facteurs. Il doit sensibiliser les clients aux impacts possibles sur les enfants de l'application des solutions retenues. Il offre des conseils à son client sur la gestion d'une corporation sans but lucratif, l'environnement économique, le profil démographique, la situation financière de son établissement, le développement du réseau, le partenariat,

3.5. CONNAISSANCES

3.5.1. Connaissances théoriques, techniques et appliquées des champs d'activité (nature et motifs)

Décrire les connaissances théoriques, techniques et appliquées des champs d'activité nécessaires pour exercer les tâches de l'emploi.

Le conseiller aux services à la famille doit avoir des connaissances sur le développement de la petite enfance et sur l'organisation des différents types de service de garde.

Il doit posséder des connaissances générales sur la gestion, l'administration, l'organisation, le fonctionnement des corporations à but non lucratif et à but lucratif.

Il doit avoir une connaissance approfondie de l'environnement interne d'une organisation, et de l'environnement socio-économique d'une corporation.

Il doit posséder des connaissances minimales en architecture reliées à l'aménagement, la construction et la rénovation d'un bâtiment adapté au développement harmonieux des jeunes enfants et la qualité de vie à promouvoir dans les services de garde.

Il doit connaître les organismes publics et parapublics et particulièrement ceux reliés à la famille et à l'enfance; les règles budgétaires; la réalité régionale : déficit de places et des dynamiques du milieu.

Il doit connaître l'environnement socio-économique et le profil démographique du territoire.

Il doit posséder les connaissances requises pour être en mesure d'orienter sa clientèle vers les ressources appropriées si nécessaire.

3.5.2. Connaissances normatives (nature et motifs)

Décrire les connaissances normatives (lois et règlements ou parties de loi, de règlement, de décrets, d'énoncés de politiques, de directives, de manuels, de guides, de codes, etc.) nécessaires pour exercer les tâches de l'emploi.

- Loi et règlements sur les services de garde éducatifs à l'enfance et place à contribution réduite, règles budgétaires, procédures administratives, politiques en vigueur concernant les services de garde.
- Loi et règlements municipaux.
- Loi sur les compagnies, Code civil, procédures et fonctionnement des conseils d'administration.
- Connaissances générales en comptabilité.
- Code du travail, Loi sur les normes du travail.
- Loi sur la protection du consommateur.
- Loi sur la protection de la jeunesse.

4. MODALITÉS D'ACQUISITION DES CONNAISSANCES

4.1. SCOLARITÉ MINIMALE EXIGÉE PAR L'EMPLOI

Diplôme universitaire de premier cycle en sciences humaines, de l'éducation et administratives ou tout autres domaine jugé pertinent.

4.2. EXPÉRIENCE PRÉALABLE EXIGÉE PAR L'EMPLOI (DURÉE ET DOMAINE)

Deux années d'expérience de niveau professionnel dans des activités pertinentes à l'emploi. Disponibilité pour voyager au Québec et posséder un permis de conduire valide.

4.3. APPRENTISSAGE DANS L'EMPLOI (DURÉE PRÉALABLE À L'EXERCICE AUTONOME DE L'EMPLOI)

Tenant compte de la nature des fonctions, des multiples facteurs à prendre en considération, de la multitude des sujets à maîtriser, l'emploi nécessite une période minimale d'un an pour que le conseiller (ère) soit entièrement autonome.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

5.1. ATTENTION ET CONCENTRATION

Décrire le niveau d'attention et de concentration le plus exigeant requis par l'emploi ainsi que sa fréquence et sa durée.

La personne titulaire de l'emploi doit manifester en tout temps un haut niveau d'attention et d'écoute pour bien saisir les besoins de ses clients particulièrement lors de situations de crise, voir les interrelations entre les informations qu'elle reçoit et formuler les conseils les plus judicieux sur les solutions possibles en lien avec le cadre légal et règlementaire. Cette personne doit souvent concilier des intérêts divergents. Par le fait même, elle doit saisir rapidement les enjeux auxquels elle est confrontée et prendre position devant des conseils d'administration et des gestionnaires de services de garde.

5.2. ENVIRONNEMENT ET CONDITIONS DE TRAVAIL

5.2.1. Équipement, outils et appareils utilisés (type, fréquence et durée d'utilisation)

Micro-ordinateur et logiciel Windows XP Professionnel et sa suite Office (WORD, EXCEL), courrier électronique, Internet.

5.2.2. Effort physique et milieu de travail particuliers (nature, durée et fréquence)

Déplacements fréquents. Travail en soirée (en moyenne un soir par semaine).

6. CONTEXTE ORGANISATIONNEL

6.1. MANDAT DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

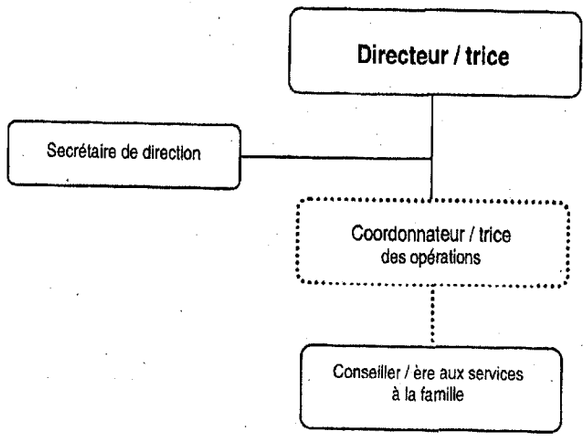
Décrire le mandat général de l'unité administrative ou annexer un document qui le résume.

Les DT, au nombre de cinq, sont constituées sur la base des régions administratives du Québec. Ces directions conseillent et soutiennent le développement, l'organisation, la mise en œuvre, l'optimisation des centres de la petite enfance et des garderies et la consolidation de ce réseau. Elles orientent et soutiennent les bureaux coordonnateurs dans la gouverne et la coordination de la garde en milieu familial en fonction des caractéristiques et des besoins de la population de leur territoire et d'objectifs propices à l'épanouissement professionnel des RSG. Cet encadrement doit également permettre l'optimisation des places en milieu familial. De plus, elles soutiennent l'organisation et la mise en œuvre des autres mesures à l'égard de la famille et de l'enfance. Elles développent et maintiennent une concertation avec les différentes instances régionales et locales, particulièrement auprès des organismes communautaires « famille », susceptibles de contribuer à l'atteinte des résultats et à la qualité des services en fonction des besoins des milieux de même qu'auprès des Conférences régionales des élus (CRÉ) et des Conférences administratives régionales (CAR). Elles collaborent à la mise en œuvre des orientations et des mesures visant les aînés et l'égalité entre les hommes et les femmes. Elles définissent les priorités et le plan d'action de leur direction en fonction des orientations ministérielles et des orientations de l'ASF, en apprécient les résultats et rendent compte aux autorités. Elles s'assurent de maintenir les liens et la concertation avec les autres directions afin d'adapter leur offre de service aux besoins de la clientèle.

6.2. ORGANIGRAMME

Reproduire un organigramme situant l'emploi dans la structure du ministère ou de l'organisme. Spécifier le nom de l'unité administrative, les emplois qui s'y trouvent et le nombre d'emplois et le classement rattachés à chacun des emplois. INDIQUER L'EMPLOI CONCERNÉ PAR UN ASTÉRISQUE (*).

Cet organigramme est représentatif de la situation dans les 5 directions territoriales de l'Agence. Ainsi, les CSF relèvent de l'autorité fonctionnelle des coordonnateurs.



7. APPROBATION

7.1. APPROBATION DU CONTENU PAR LES GESTIONNAIRES

Supérieure ou supérieur immédiat	Nom	Signature	Date
Supérieure ou supérieur hiérarchique	Nom PIERRE LAMARCHE	Signature Denis Boyer pour M. Pierre Lamarche	Date 2007-07-17

8. ÉVALUATION DE L'EMPLOI

8.1. DÉTERMINATION DU NIVEAU DE L'EMPLOI

Niveau	
Conseillère ou conseiller spécialisé	Date
Responsable ministériel	Date

8.2. MISE À JOUR

Approbation du contenu	
Supérieure ou supérieur immédiat	Date
Confirmation du niveau	
Responsable ministériel	Date

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP49

Au 31 mars 2011, détail des projets retenus et sommes octroyées par le Fonds de développement des jeunes enfants.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants (ci-après, la Loi) prévoit que ce fonds verse des subventions à la société de gestion.

Cette société de gestion, appelée Avenir d'enfants, doit rendre des comptes annuellement à la ministre de la Famille.

La Loi prévoit que la ministre de la Famille dépose à l'Assemblée nationale, pour chaque année financière, un rapport sur les activités du fonds et sur celles de la société de gestion. Ce rapport doit notamment comprendre une liste des projets et des initiatives financés. Ce rapport sera déposé ultérieurement à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, des renseignements sur les projets financés sont disponibles sur le site Internet de la Société de gestion du fonds pour le développement des jeunes enfants (Avenir d'enfants)

http://www.avenirdenfants.org/

SOURCE : Direction du développement des enfants
VALIDATION : Secrétariat général - 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP50

Nombre de personnes responsables d'un service de garde (RSG) en milieu familial syndiquées

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 31 mars 2011, on compte 14 554 RSG subventionnées représentées par une association représentative.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 5 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP51

Nombre de RSG ayant déposé des plaintes :

a. À la Commission des normes du travail :

i. Valeur totale des réclamations;

b. À la Commission de l'équité salariale :

i. Valeur totale des réclamations;

c. À la CSST :

i. Valeur totale des réclamations;

d. À l'assurance-emploi :

i. Valeur totale des réclamations

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP52

Pour chaque année depuis 2004, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés par le Ministère et la ventilation par type d'accommodements (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les services des ressources humaines étant assumés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale jusqu'en septembre 2010, le ministère de la Famille et des Aînés n'est pas en mesure de savoir si des ententes d'accommodements ont été convenues.

Par ailleurs, le Ministère a réalisé certains aménagements de bureaux spécifiques pour accommoder du personnel avec un handicap, principalement pour une personne en fauteuil roulant, aux bureaux du 425, rue Saint-Amable à Québec.

Dans le cadre de projets de réaménagement et d'aménagement en 2010-2011, une attention particulière a été portée sur l'espace de circulation permettant ainsi une plus grande facilité d'accès aux personnes à mobilité restreinte. Signalons le 4^{e} étage de l'édifice du 425 rue Saint-Amable Québec, pour la circulation, et également le 5^{e} étage de l'édifice du 600 Fullum à Montréal, pour la circulation et la pose d'une quincaillerie de portes adaptées.

SOURCE : Direction générale de l'Administration - 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RP 53

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question est la même que la RP 1.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP1

Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du Ministère pour l'année 2010-2011, indiquer :

a) **la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;**
b) **la liste des membres du conseil d'administration;**
c) **la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;**
d) **leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En fonction des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, les informations sont disponibles sur les sites Internet, dans les rapports annuels de gestion ainsi que dans les rapports financiers du ministère et des organismes.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP2

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2010-2011. Indiquer :

- **le lieu;**
- **le coût;**
- **la ou les dates de participation;**
- **le nombre de participants;**
- **le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;**
- **le nom de la formation ou de l'activité.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse à la question RP1 des demandes de renseignements particuliers.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP3

3. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le ministère en 2010-2011, en indiquant pour chacun :

- **son mandat ;**
- **la liste des membres ;**
- **le budget dépensé en 2010-2011 ;**
- **le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;**
- **les résultats atteints.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP4

Liste de tous les CT réceptions du cabinet de la ministre de la famille et de la ministre responsable des Aînés en indiquant pour chacun :

- **le lieu de la réception;**
- **la date de la réception;**
- **le coût de la réception;**
- **la liste des participants.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations pour l'année financière 2010-2011 sont fournies dans les tableaux ci-joints.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
CT RÉCEPTIONS CABINET DES AÎNÉS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Lieu	Date	Coût	Liste des participants
Le Café du Monde, 84 Dalhousie, Québec	2010-04-11	182,54 $	Marguerite Blais, Renaud Dugas, Amélie Caron et Mireille Fleury
Le Luxor, 213, rue Notre-Dame Est, Victoriaville	2010-04-26	52,00 $	Marguerite Blais et Renaud Dugas
Le Lorri Ann, 464, boul. Grande Baie, La Baie	2010-05-14	45,40 $	Marguerite Blais et Renaud Dugas
Restaurant Delta, Montréal	2010-06-14	40,00 $	Marguerite Blais, André Ménard et Sabrina Marino
Restaurant Les Délices d'Amandine, Montréal	2010-06-14	29,63 $	André Ménard et Sabrina Marino
Petit Bistro, 1550, rue Fullum, Montréal	2010-06-15	113,72 $	Marguerite Blais, André Ménard et Renaud Dugas
Crêpe Café, 362 rue Notre-Dame, Montréal	2010-06-24	23,24 $	Marguerite Blais et Renaud Dugas
Sandwicherie, 17 place de l'Église, St-Jean-Port-Joli	2010-08-10	29,25 $	Marguerite Blais et Denis Harvey
Restaurant St-Hubert, Lévis	2010-09-14	43,21 $	Marguerite Blais, Amélie Caron et Renaud Dugas
Restaurant le Grand Café, Québec	2010-09-23	70,00 $	André Ménard, Marie-Ève Morneau, Renaud Dugas et Johanne Bolduc
Restaurant Le Petit Bistro, Montréal	2010-09-27	86,00 $	Marguerite Blais, André Ménard et Marie-Ève Morneau
Restaurant Geppetto, 2504, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2010-10-14	71,08 $	Marguerite Blais et Marie-José Mastromonaco

*Données inscrites au système au cours de cette période.

Source: Direction des ressources financières et matérielles

N° de fiche: RP4
MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
CABINET DES AÎNÉS

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
CT RÉCEPTIONS CABINET DES AÎNÉS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Lieu	Date	Coût	Liste des participants
Le Bistro Boulevard, Centre Sheraton, Montréal	2010-10-01	43,64 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
La Trattoria, Rue Notre-Dame, Montréal	2010-10-01	15,80 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Aéroport de Gatineau, Gatineau	2010-10-22	10,73 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Restaurant Le Capitole - Il Téatro, Québec	2010-10-26	62,23 $	Marguerite Blais et Sabrina Marino
Restaurant St-Hubert, Grande-Allée, Québec	2010-11-02	23,03 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Restaurant Toi, Moi & Café, rue Notre-Dame, Montréal	2010-11-01	22,68 $	Marguerite Blais et Isabelle Gautrin
Miyano Restaurant, rue Amherst, Montréal	2010-11-08	52,25 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Restaurant Toi, Moi & Café, rue Notre-Dame, Montréal	2010-11-09	14,93 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Calao, boul. Laurier, Québec	2010-11-11	53,28 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Restaurant Mikes Jobel, 225, avenue Industrielle, La Pocatière	2010-11-19	27,07 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Le Grand Café, Grande-Allée, Québec	2010-11-22	87,68 $	Marie-Ève Morneau, Mireille Fleury, André Ménard et Amélie Caron
Nuvu Bistro Expériences, rue Sainte-Catherine, Montréal	2010-11-28	44,14 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau

*Données inscrites au système au cours de cette période.

Source: Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
CT RÉCEPTIONS CABINET DES AÎNÉS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Lieu	Date	Coût	Liste des participants
Maiko Shusi, rue Bernard, Montréal	2010-11-29	46,64 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Assemblée Nationale - Le Parlementaire, Québec	2010-11-25	66,70 $	Marguerite Blais, André Ménard et Marie-Ève Morneau
Restaurant St-Hubert, 3070, rue King Ouest, Sherbrooke	2010-12-16	24,05 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Bureau de comté Saint-Henri-Sainte-Anne, Montréal	2010-10-14	39,23 $	Marguerite Blais et Marie-José Mastromonaco
Restaurant VOO DOO Grill, 575, Grande-Allée Est, Québec	2010-12-16	83,56 $	André Ménard, Mireille Fleury et Amélie Caron
Resto Taverne Magnan, Montréal	2010-12-14	40,00 $	Marguerite Blais et Marie-José Mastromonaco
Restaurant St-Hubert, St-Jérôme	2011-02-04	29,74 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Restaurant Tokyo, 415, rue St-Jean, Québec	2011-02-11	31,70 $	André Ménard et Johanne Bolduc
Restaurant St-Hubert, 693, Grande-Allée Est, Québec	2011-01-21	104,45 $	André Ménard, Johanne Bolduc, Yves Bernier, Denis Harvey, Mireille Fleury, Amélie Caron et Marie-Ève Morneau
Restaurant Bar L'Évasion, Victoriaville	2011-01-27	39,92 $	Marguerite Blais et Marie-Ève Morneau
Restaurant La Girolle, 1384, Chemin Ste-Foy, Québec	2010-12-10	680,40 $	Marguerite Blais, André Ménard, Johanne Bolduc, Mireille Fleury, Amélie Caron, Marie Sanfaçon, Denis Harvey, Yves Bernier, Marie-Ève Morneau, Isabelle Gautrin, Marie-José Mastromonaco, Nicole Taillefer, Denis Bleau et Mélanie Labonté
Assemblée Nationale - Le Parlementaire, Québec	2010-04-22	119,54 $	Marguerite Blais, Bernadette Guay et fille, petite-fille et arrière petite-fille de Mme Guay

*Données inscrites au système au cours de cette période.

Source: Direction des ressources financières et matérielles

N° de fiche: RP4

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
CABINET DES AÎNÉS

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
CT RÉCEPTIONS CABINET DES AÎNÉS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Lieu	Date	Coût	Liste des participants
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-05-21	6,00 $	Marguerite Blais, André Ménard et Karine Tremblay
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-06-16	12,00 $	Marguerite Blais, Renaud Dugas, Jean Carette, André Ménard et Pierrette Gaudreau
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-06-21	7,50 $	Marguerite Blais, Renaud Dugas, Dr Sélim El Sayagh, Elie Matta et Vincent Chidiac
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-06-28	16,00 $	Marguerite Blais, André Ménard, Léonard Kantor, Louis Plamondon, Lise Bournival et Claude Major
Assemblée Nationale - Le Parlementaire, Québec	2010-05-04	50,72 $	Marguerite Blais, personnel du Cabinet de Mme Blais, Louise Pagé, Catherine Ferembach et Carmen Bellemarre
Restaurant L'Ambiance, 1874, rue Notre-Dame, Montréal	2010-08-23	35,48 $	Marguerite Blais et Huguette Roy
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-08-23	10,00 $	Marguerite Blais, André Ménard et Mariette Lanthier
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-09-16	19,50 $	Marguerite Blais, André Ménard, Jean-Marc Chaput, Jean Péloquin, Guylaine Martin et Hubert De Ravinel
Restaurant Le Petit Bistro, Montréal	2010-10-15	55,18 $	Marguerite Blais, Marie-Ève Morneau, Janine Sutto, Gérard Poirier et Françoise Faucher
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-11-15	9,00 $	Marguerite Blais, André Ménard, Dr Réjean Thomas et André Boiclair

*Données inscrites au système au cours de cette période.

Source: Direction des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
CABINET DES AÎNÉS

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
CT RÉCEPTIONS CABINET DES AÎNÉS - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Lieu	Date	Coût	Liste des participants
Assemblée Nationale - Le Parlementaire, Québec	2010-10-27	61,24 $	Marguerite Blais, Johanne Gonthier, Charlotte Lécuyer, Fatima Houda Pépin et Emmanuel Dubourg
Cabinet des Aînés, Montréal	2010-12-13	14,00 $	Marguerite Blais, André Ménard et 3 membres de l'exécutif de l'AQDR St-Michel
Restaurant Chez Antoine (Delta Centre-Ville), Montréal	2010-12-14	66,00 $	André Ménard et Claude Quintin
Restaurant Le Piemontais, Montréal	2011-02-21	84,05 $	André Ménard et André Chagnon
Total		**2 996,13 $**	

*Données inscrites au système au cours de cette période.

Source: Direction des ressources financières et matérielles

N° de ... : RP

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
CABINET DE LA FAMILLE

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
CT RÉCEPTIONS CABINET DE LA FAMILLE - DU 1ER AVRIL 2010 AU 28 FÉVRIER 2011 *

Lieu	Date	Coût	Liste des participants
Cabinet de la Famille Québec	2010-04-13	68,00 $	Cabinet Famille - 2 personnes - BSM 2 personnes
Cabinet de la Famille Québec	2010-05-07	76,11 $	Cabinet Famille - 12 personnes
Cabinet de la Famille Québec	2010-07-13	27,56 $	Cabinet Famille - 4 personnes
Cabinet de la Famille Québec	2010-08-24	80,17 $	Cabinet Famille - 7 personnes
Assemblée nationale Québec	2010-12-02	357,08 $	Yolande James, Claude-Éric Gagné, Jonathan Picard et 17 députés
Assemblée nationale - salle 2,94 Québec	2010-12-20	166,12 $	Francine Charbonneau, Filomena RotiRoti, Stéphanie Vallée, Maryse Gaudreault, Stéphane Billette, Marc Carrière, Patrick Huot, Vincent Auclair et Florence Thivierge
Assemblée nationale Québec	2010-05-03	122,60 $	Tony Tomassi, Sarah Perreault et 10 députés
Total		**897,64 $**	

*Données inscrites au système au cours de cette période.

Source : Direction des ressources financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au Ministère en 2010-2011 et comparaison avec les 3 dernières années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur

SECTEURS	2010-2011 (au 28 février 2011)	
	ETC	%[1]
Bureau de la sous-ministre	5	15,2
Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance	11	10,2
Direction générale des opérations régionales	21	11,9
Direction générale de l'administration	8	20,5
Direction générale des politiques	4	7,5
Secrétariat aux aînés	4	16,0
TOTAL	**53**	**12,2**

1 Le pourcentage d'employés occasionnels par secteur est calculé en fonction de l'effectif total (régulier et occasionnel).

Nombre et pourcentage des employés occasionnels devenus permanents

SECTEURS	2010-2011 (au 28 février 2011)	
	Poste	%[1]
Bureau de la sous-ministre	2	3,8
Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance	7	13,2
Direction générale des opérations régionales	15	28,3
Direction générale de l'administration	0	0
Direction générale des politiques	3	5,6
Secrétariat aux aînés	1	1,9
TOTAL	**28**	**52,8**

1 Le pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents est calculé en fonction de l'effectif occasionnel total.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP6

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le Ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du Ministère ou un de ses organismes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations se retrouvent dans la réponse de la fiche RG29 des renseignements généraux.

Ainsi, la réponse à la présente question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP7

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Titre du sondage	Firme retenue	Montant
Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde	Institut de la statistique du Québec	763 105 $ par le MFA au total dont 363 105 $ en 2010-2011.
Rapport de sondage sur les perceptions des Québécois et Québécoises quant à la maltraitance envers les personnes aînées	Léger Marketing	18 900 $

Un sondage sur l'appréciation des services a été réalisé par le ministère de la Famille et des Aînés. Ce sondage concernait la prestation électronique de services des tableaux d'occupation prévisionnelle, le dossier financier en ligne, les communications, les outils de formation et les services de soutien.

SOURCE : Direction générale des politiques – 11 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP8

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Montant total : 15 484,53 $

Documents traduits :

Traductions Terrance Hugues inc.

- Organisme Dr Clown
- Lettre à Mme Michelle Dexter (avis de non-conformité);
- Présentation PowerPoint « Municipalité amie des aînés au Québec : une démarche de concertation qui encourage le vieillissement actif »;
- Deux lettres : versement de l'acompte de mai de la subvention de fonctionnement; versement de l'acompte de mai de la subvention annuelle;
- Lettre « Restriction rapport vérificateur »;
- Deux lettres : régime de retraite; confirmation régime de retraite (CPE et garderies);
- Lettre « Subvention pour le programme de financement des infrastructures »;
- Deux lettres aux parents-CISEP;
- Lettre (restrictions au rapport du vérificateur portant sur le rapport financier annuel 2008-2009) CPE;
- Lettre destinée aux président(e)s des CA des CPE;
- 23 lettres services de garde/subvention/exercice financier;
- Rapport d'activités 2009-2010 BC et CPE;
- Lettre destinée à M. Ashley ISERHOFF (administration régionale CRIE);
- Vérification des renseignements;
- Lettre de Mme Blais;
- Mise à jour du manuel de l'utilisateur;
- Lettre mod. calendrier des versements;
- Deux lettres - Déploiement livraison;
- Six lettres - Prévision d'occupation;
- Entente de confidentialité et directive;
- Directive sur l'apprentissage d'une religion;
- Directive sur l'apprentissage d'une religion;
- Régime d'assurances collectives et congés de maternité (CPE-gard);
- Discours lors de la Saint-Patrick.

Paul Raymond Côté

- Lettre à Mme Angel N. Saganash (36853) Versement à l'administration régionale CRIE (ARC)
- Deux discours - PCAAQ et SIRA;
- Allocution colloque CIÉC - Vieillissement des sociétés;
- Formulaire consentement;
- Allocution abus envers les aînés;
- Jurisdictional highlights : faits saillants du gouvernement;
- Lettre augmentation du seuil de la performance
- Lettre Mme Blais;
- Mot programme QCGN Goldblomm;
- Lettre Bill Haugland;
- Déploiement livraison;

- Semaine des proches aidants;
- Restriction Rapport de vérification;
- Allocution de M^{me} Blais à la 39^{e} Réunion scientifique et éducative annuelle de l'Association canadienne de gérontologie;
- Sondage maltraitance;
- Discours d'Erdman Palmore.

Studio 9 music inc.

- Lettre M^{me} Blais;
- Sondage pouponnières;
- Lettre Ashley Isherhoff;
- MADA CB.

Mark Mckenzie traducteur enr.

- Feuillet : Un soutien à votre mesure - Le Québec paradis des familles;
- Discours CSSS Ouest de l'Île - Vieillissement actif;
- Mot de la ministre CTF Montréal;
- Lettre ARC;
- Guide PCCAQ;
- Guide SIRA;
- Message DR;
- Lettre virement automatique;
- Déploiement de livraison;
- Calcul final;
- CQ;
- Extrait d'allocution;
- Avis de convocation;
- Vieillissement actif - ACG réunion;
- Lettre d'entente subvention;
- Lettre Susan Stultz, félicitation pour nomination;
- Note inf. mesures contrôle, aide, etc. aînés QC pr la Nouvelle-Écosse;
- PowerPoint développement d'un CPE;
- Extraits discours Centre Canadien Japonais;
- Divers (aînés suicide; mode de vie; coûts santé; etc).

Traducteurs :

Firme	Montant du contrat
Traductions Terrance Hugues inc.	9 000 $
Studio 9 music inc.	5 000 $
Paul Raymond Côté	4 000 $
Mark Mckenzie traducteur enr.	6 000 $

SOURCE : Direction des communications – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP9

Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant :

- **les frais de déplacement;**
- **les frais de représentation;**
- **les frais de repas;**
- **les frais de voyage;**
- **les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	CONSEIL DES AÎNÉS
FRAIS DE DÉPLACEMENT	8 328,89 $	11 435,27 $
FRAIS DE REPAS	12 538,07 $	5 098,54 $
FRAIS DE VOYAGE	622,14 $	2 665,10 $
TOTAL	**21 489,10 $**	**19 198,91 $**

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP10

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

ENDROIT	PROJET
600, rue Fullum à Montréal	Aménagement de la Direction des politiques de main-d'œuvre et des relations de travail
600, rue Fullum à Montréal	Aménagement de la Direction générale des opérations régionales
3269, rue St-Jacques à Montréal	Aménagement du bureau de circonscription de la Ministre responsable des Aînés
15000, boulevard de Pierrefonds à Montréal	Réaménagement du bureau de la circonscription de la Ministre de la Famille

SOURCE : Direction générales de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP11

Pour chacun des emplacements utilisés par le Ministère, incluant les cabinets :

- **la date des rénovations;**
- **la liste des rénovations;**
- **le coût des rénovations;**
- **le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ministère de la Famille et des Aînés

Endroit	Période	Coûts d'aménagement
201, Place Charles-Lemoyne Longueuil	Juin 2010	808,05 $
600, rue Fullum 4e et 5e étage Montréal	Mai, juin et juillet 2010	125 729,99 $
425, rue Saint-Amable Québec (incluant 500, Grande Allée Est)	Mars 2010 à janvier 2011	17 022,71 $
3269, rue Saint-Jacques, Montréal (Bureau de circonscription de la ministre responsable des Aînés)	Septembre et octobre 2010	16 835,66 $
150, boul. René-Lévesque Est Québec	Septembre 2010	5 228,60 $
1665, boul. Wilfrid-Hamel Québec (Entrepôt)	Janvier 2011	396,00 $
15000, boul. de Pierrefonds Pierrefonds (Bureau de circonscription de la ministre de la Famille)	Avril 2010	36 994,21 $
Localisation confondue : 425, rue Saint-Amable, Québec; 500, Grande Allée Est, Québec; 150, boulevard René-Lévesque Est Québec; 600, rue Fullum, Montréal	Avril 2010 à mars 2011	18 303,47 $
Total		**221 318,69 $**

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP12

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant : nom du professionnel ou de la firme; noms de tous les sous-traitants; mandat et résultat; coût; échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse à la question RG4 et RG5 des demandes de renseignements généraux.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP13

Pour le Ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 :

a) **la liste de tous les concours et tirages effectués;**
b) **les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
c) **l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) Concours :

Première édition du concours de dessin sur le thème de Noël.

b) Prix :

Marqueurs, gouache, colle lavable scintillante, brosse en soie.

Valeur :

- 100 $ à la finaliste;
- 50 $ pour chacun des deux gagnants à la mention d'honneur.

c) Objectif :

À l'approche de la période des Fêtes, le Ministère a tenu la première édition de son concours de dessin et a invité les enfants des services de garde du Québec à exprimer leur créativité. Ce concours s'est tenu en marge des célébrations de la Journée mondiale de l'enfance qui a notamment comme objectif de permettre aux enfants de réaliser pleinement leur potentiel et de grandir en bonne santé, dans la paix et dans la dignité.

SOURCE : Direction des communications – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP14

Toutes les séances de formations, de perfectionnement, séminaires, ou colloques, suivis par les employés de l'ensemble du MFA en 2010-2011. Pour chaque formation, indiquer :

- **Titre de la formation;**
- **But de la formation;**
- **Endroit;**
- **Nombre d'employés y ayant assisté;**
- **Coût.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse à la question RP1 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP15

Liste de tous les frais de déplacements réclamés par les membres du cabinet du ministre de la famille et le ministre lui-même pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009 2010 et 2010-2011. Ventilation par type de frais (remboursement d'essence, location de voiture, avion, train, autobus, etc.)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2010-2011	
Type de frais	**Montant**
Autobus	63,93 $
Remboursement des frais de kilométrage	5 605,38 $
Stationnement	380,94 $
Taxi	3 185,31 $
Train	603,39 $
TOTAL	**9 838,95 $**

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP16

Pour le Ministère et tous les organismes (directions ministérielles, agences, entreprises d'état, commissions, régies, sociétés, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, comités expert, conseils, instituts, secrétariats relevant d'un ministère), concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- **le nom de toutes les campagnes;**
- **les coûts de ces campagnes;**
- **le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;**
- **les dates de diffusion de la campagne;**
- **les objectifs visés par chaque campagne.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Campagnes 2009-2010

Campagne gouvernementale de promotion du vieillissement actif (phase 2)

Coûts : 900 220,10 $

Firme : LXB communication Marketing inc.

Date de diffusion : 1er octobre au 1er novembre 2009

Objectifs visés :

1. Positionner la contribution des aînés au sein de la société québécoise comme étant essentielle à son bon développement.
2. Transformer la perception négative que peut avoir la population face aux aînés en une réalité positive.
3. Sensibiliser la population au fait que les aînés représentent un atout pour la collectivité et qu'ils sont porteurs d'une grande richesse économique et sociale.

Campagne gouvernementale de sensibilisation à la maltraitance envers les personnes aînées

Coûts : 823 671,97 $

Firme : Cartier communication

Date de diffusion : Aucune diffusion. Production des capsules télé, affiches et dépliants; développement du site Internet (contenus et autres).

Objectifs visés :

1. Sensibiliser au phénomène de la maltraitance et à l'importance d'adopter des comportements respectueux et exempts de maltraitance;
2. Informer les personnes aînées et la population en général des différentes formes que peut prendre la maltraitance et les inciter à dénoncer ces actes;
3. Faire connaître les services de soutien offerts aux victimes de maltraitance, les lieux où les victimes peuvent recevoir de l'aide et, notamment, la ligne 1-800, qui sera mise en place vers le mois de mars prochain;
4. Faire connaître les grands axes du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées.

Campagne 2010-2011

Campagne gouvernementale de sensibilisation à la maltraitance envers les personnes aînées

Coûts : 894 723,52 $

Firme : Cartier communication

Date de diffusion : Octobre à décembre 2010

Objectifs visés :

1. Sensibiliser au phénomène de la maltraitance et à l'importance d'adopter des comportements respectueux et exempts de maltraitance;
2. Informer les clientèles ciblées des différentes formes que peut prendre la maltraitance et les inciter à dénoncer ces actes;
3. Faire connaître les services de soutien offerts aux victimes de maltraitance, notamment la ligne Aide Abus Aînés (1 888 489-ABUS) qui a été mise en place le 1er octobre 2010.

Note : Aucune campagne de publicité et de sensibilisation n'a été réalisée pour le volet «famille».

SOURCE : Direction des communications – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP17

Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisées depuis le 1er mai 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat général – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP18

Liste de tous les employés du Cabinet du Ministre de la famille qui ont quitté leurs fonctions pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Spécifier la raison de la quittance et, s'il y a lieu, les montants totaux de leurs indemnités de départ. Fournir une copie du formulaire de quittance de chacun d'entre eux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question a été fournie dans la RG32.

SOURCE : Direction de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP19

Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP20

Évolution du nombre de plaintes reçues au Ministère depuis 2003.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, le ministère de la Famille et des Aînés a reçu un total de 3 671 plaintes.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

No de fiche : RP21

Évolution du nombre de garderies accueillant plus de six enfants sans avoir de permis depuis 2003 et ventilation par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Famille et des Aînés ne détient pas les renseignements demandés.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP22

Liste des propriétaires de garderies accueillant plus de six enfants sans avoir de permis pour chaque année depuis 2003 et ventilation par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Famille et des Aînés ne détient pas les renseignements demandés.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP23

Liste des personnes ayant reçu des amendes pour avoir tenu des garderies accueillant plus de six enfants sans avoir de permis pour chaque année depuis 2003 et ventilation par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun service de garde ne sait fait imposer une amende par un tribunal parce qu'il n'avait pas respecté la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP24

Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du Bureau des plaintes depuis 2006-2007.

Exposée et statistiques (s'il y a lieu)

Les données inscrites dans ce tableau reflètent l'information financière au 18 février 2011.

ANNÉE	NOMBRE D'EMPLOYÉS	MASSE SALARIALE
2010-2011	13	584 738 $

SOURCE : Direction générale d'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP25

Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du Service de la conformité financière et des enquêtes depuis 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données inscrites dans ce tableau reflètent l'information financière au 18 février 2011.

ANNÉE	NOMBRE D'EMPLOYÉS	MASSE SALARIALE
2010-2011	22	800 410 $

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP26

Évolution du nombre d'inspecteurs au Ministère et de la masse salariale de ceux-ci depuis 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2010-2011 (données au 11 mars 2011)	
ETC	**Masse salariale**
54	2 262 005 $

SOURCE : Direction générale de l'administration – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

No de fiche : RP27

Évolution du nombre de places créées pour chaque type de garderie pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et ventilation par circonscription électorale. Inclure les prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année	CPE Installation	Garderie subventionnée	Milieu familial	Total
2010-2011	3 124	1 661	0	4 785

- La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP28

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

- Pour 2009-2010, la masse salariale affectée au personnel de garde des centres de la petite enfance est de 674,4 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP29

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel administratif pour chacune des années financières suivantes : 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012

Exposé et statistiques

Masse salariale du personnel administratif
excluant les Cabinets
2010-2011

ANNÉE FINANCIÈRE	MASSE SALARIALE
2010-2011 [1]	13 935 572 $

[1] Le montant de la masse salariale a été estimé jusqu'au 31 mars 2011.

SOURCE : Direction des ressources financières et matérielles
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP 30

Ventilation, par circonscription électorale des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2005 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par circonscription électorale, à ce jour, pour ce type de garderie.

Exposé et statistiques :

Demandes de permis par des garderies à but lucratif et le nombre de permis émis, en 2010-2011

Région	Demandes reçues	Permis délivrés
Bas-Saint-Laurent	1	0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5	0
Capitale-Nationale	19	7
Mauricie	2	0
Estrie	5	2
Montréal	130	56
Outaouais	13	8
Abitibi-Témiscamingue	1	0
Côte-Nord	0	0
Nord-du-Québec	0	-1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	0
Chaudière-Appalaches	8	4
Laval	47	20
Lanaudière	18	11
Laurentides	17	10
Montérégie	48	26
Centre-du-Québec	2	1
TOTAL	**317**	**144**

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP31

Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1995 avec l'évolution à chaque année par type de services de garde et par circonscription électorale et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de nouvelles places en services de garde créées en 2010-2011 par type de services de garde au 31 mars 2011

Type de service de garde	Places à contribution réduite	
	Nombre de places créées	Nombre de places disponibles
Installation (CPE)	3 124	82 671
Garderie	1 661	40 526
Milieu familial	0	91 607
Total	**4 785**	**214 804**

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP32

Évolution du nombre de places en garderies privées subventionnées depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	Nombre de places en garderies subventionnées au 31 mars 2011
Bas-Saint-Laurent	8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	461
Capitale-Nationale	2 606
Mauricie	240
Estrie	321
Montréal	18 412
Outaouais	1 206
Abitibi-Témiscamingue	80
Côte-Nord	0
Nord-du-Québec	0
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	23
Chaudière-Appalaches	762
Laval	3 513
Lanaudière	2 342
Laurentides	2 445
Montérégie	7 547
Centre-du-Québec	560
TOTAL	**40 526**

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP33

Évolution du nombre de places en milieu familial depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	Nombre de places en milieu familial au 31 mars 2011
Bas-Saint-Laurent	2 893
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 835
Capitale-Nationale	7 643
Mauricie	3 204
Estrie	4 355
Montréal	13 413
Outaouais	5 340
Abitibi-Témiscamingue	2 330
Côte-Nord	1 397
Nord-du-Québec	313
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	1 342
Chaudière-Appalaches	6 025
Laval	4 807
Lanaudière	5 908
Laurentides	7 322
Montérégie	18 372
Centre-du-Québec	3 108
TOTAL	**91 607**

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP34

Évolution du nombre de places en CPE (installation) depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	Nombre de places en CPE (installation) au 31 mars 2011
Bas-Saint-Laurent	1 512
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 653
Capitale-Nationale	7 251
Mauricie	2 566
Estrie	3 654
Montréal	22 086
Outaouais	4 307
Abitibi-Témiscamingue	1 711
Côte-Nord	1 144
Nord-du-Québec	2 196
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	762
Chaudière-Appalaches	4 101
Laval	3 225
Lanaudière	3 651
Laurentides	5 049
Montérégie	14 508
Centre-du-Québec	2 295
TOTAL	**82 671**

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP35

Évolution du nombre de places en garderies privées depuis 2006-2007 jusqu'à ce jour.

Exposé et statistiques

- Au 31 mars 2011, le nombre de places régies en garderie est de 58 350 places représentant 992 garderies.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP36

Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2009-2010 et 2010-2011 pour les programmes suivants :

- **Prime au travail;**
  - **Personnes seules**
  - **Familles monoparentales**
  - **Familles biparentale**
  - **Couple sans enfant**
- **Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde;**
  - **Familles monoparentales**
  - **Familles biparentales**
- **Soutien aux enfants;**
  - **Familles monoparentales**
  - **Familles biparentales**
- **Allocation pour enfant handicapé.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2010, 2 049 741 316 $ a été versés aux familles dans le cadre du programme de crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants à 866 029 familles, soit 628 176 familles biparentales et 237 853 familles monoparentales.

Pour le supplément pour enfant handicapé, les sommes versées en 2010 sont de 74 391 679 $.

La réponse aux autres programmes ne relèvent pas du ministère de la Famille et des Aînés.

Source : Direction générale des politiques – 11 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP37

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE :

COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP38

Le nombre de ménages s'étant prévalus du remboursement anticipé du crédit d'impôt pour frais de garde en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP39

Crédits 2009-2010 et 2010-2011 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM en spécifiant pour chaque année :

- **Nombre de demandes reçues;**
- **Nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2008-2009 et 2009-2010;**
- **Nombre de projets refusés et motifs invoqués pour les refus.**

Exposé et statistique (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP40

Nombre de haltes-garderies effectives (et nombre de places disponibles) en 2010-2011 et nombre en voie de le devenir en 2011-2012. Ventilation des places par circonscriptions électorales.

Exposé et statistiques

- Il y a actuellement 254 haltes-garderies communautaires financées par le MFA dans le cadre du Programme de soutien financier des haltes-garderies communautaires.

- Il n'y a pas de places attribuées aux haltes-garderies. Chacune d'elles rend disponible des plages horaire en fonction des activités offertes par l'organisme communautaire famille à l'intention des parents ou par d'autres organismes. Cette information n'est pas disponible par circonscription électorale.

- Dans le discours du Budget 2011-2012, une bonification de l'enveloppe budgétaire allouée du programme de soutien aux haltes-garderies communautaires de l'ordre de 500 000 $ annuellement, sur une base récurrente est annoncée. Ce rehaussement portera à 3,65 M$ le financement accordé aux haltes-garderies.

SOURCE : Direction générale des opérations régionales – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP41

Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installation et milieu familial) et aux garderies, par circonscriptions électorales, pour l'année 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	CPE	BC (incluant les RSG)	Garderies
	Subvention de fonctionnement	Subvention de fonctionnement	Subvention annuelle
01 Bas-Saint-Laurent	17 813 620 $	15 350 945 $	119 343 $
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	31 028 790 $	21 124 968 $	5 160 447 $
03 Capitale-Nationale	85 985 527 $	42 035 967 $	26 051 480 $
04 Mauricie	29 271 141 $	17 338 421 $	2 606 613 $
05 Estrie	42 803 919 $	24 745 951 $	3 041 457 $
06 Montréal	254 960 576 $	77 883 020 $	170 737 444 $
07 Outaouais	48 359 614 $	27 946 181 $	9 503 798 $
08 Abitibi-Témiscamingue	19 195 793 $	12 303 920 $	758 979 $
09 Côte-Nord	12 261 191 $	7 298 438 $	- $
10 Nord du Québec	14 391 933 $	1 267 887 $	212 675 $
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 313 134 $	7 559 637 $	236 280 $
12 Chaudière-Appalaches	44 505 644 $	32 864 711 $	7 509 728 $
13 Laval	36 294 300 $	28 643 280 $	32 488 309 $
14 Lanaudière	41 374 887 $	31 649 166 $	20 968 655 $
15 Laurentides	56 519 583 $	39 085 206 $	19 858 519 $
16 Montérégie	164 766 514 $	95 220 634 $	67 927 116 $
17 Centre-du-Québec	24 387 162 $	16 856 211 $	5 239 758 $
Total 2009-2010	**932 233 328 $**	**499 174 545 $**	**372 420 600 $**

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP42

Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE (installation et milieu familial) et aux garderies subventionnées pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Barèmes par jour d'occupation incluant la contribution parentale de 7 $

Frais de garde et d'éducation (CPE)

Barèmes des frais variables (garderies)

	2010-2011
CPE	
17 mois ou moins	58,60 $
18 à 59 mois	37,80 $
GARDERIE SUBVENTIONNÉE	
17 mois ou moins	51,70 $
18 à 59 mois	34,50 $

Coordination du milieu familial 2010-2011 : 2,49 $

Subvention aux responsables d'un service de garde en milieu familial 2010-2011		
17 mois ou moins	Gouvernement	28,75 $
	Parents	7,00 $
	Total	**35,75 $**
18 mois à 59 mois	Gouvernement	19,00$
	Parents	7,00$
	Total	**26,00**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP43

Nombre de places et budget accordé, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des circonscriptions électorales au 31 mars 2010, comparativement au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de places au 31 mars 2010				Subventions de fonctionnement accordées en 2009-2010 (M$)			
CPE installation	Garderie	Milieu familial	Total	CPE installation	Garderie	Milieu familial	Total
79 547	38 865	91 607	210 019	952,0	375,5	495,8	1 823,3

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP44

Répartition, par circonscription électorale, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2011 comparativement au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 31 mars 2011, il n'y avait aucun projet enregistré en attente.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP45

Nombre de nouvelles places, par type de service, par circonscription électorale, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance de ces catégories, par circonscription électorale, pour l'année 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de nouvelles places, par type de service, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance de ces catégories – 2010-2011

Type de service de garde	Nombre de places à contribution réduite disponibles au 31 mars 2010	Nombre de places à contribution réduite créées en 2010-2011	Taux de croissance
Centre de la petite enfance (CPE)	79 547	3 124	3,9 %
Milieu familial	91 607	-	-
Garderie	38 865	1 661	4,3 %

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP46

Nombre de places à contribution réduite, par âge, par circonscription électorale, au 31 mars 2010 (poupons et 18 mois et plus).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	CPE et garderie		Milieu familial
	Poupons (moins de 18 mois)	Enfants (18 moins et plus)	Enfants (0-4 ans)
Bas-Saint-Laurent	184	1 316	2 893
Saguenay–Lac-St-Jean	426	2 586	3 835
Capitale-Nationale	997	8 603	7 643
Mauricie	343	2 360	3 204
Estrie	471	3 425	4 355
Montréal	3 664	35 687	13 413
Outaouais	744	4 437	5 340
Abitibi-Témiscamingue	237	1 518	2 330
Côte-Nord	148	915	1 397
Nord-du-Québec	379	1 817	313
Gaspésie–Iles-de-la-Mad.	85	679	1 342
Chaudière-Appalaches	666	3 735	6 025
Laval	646	5 810	4 807
Lanaudière	634	5 060	5 908
Laurentides	799	6 262	7 322
Montérégie	2 496	18 697	18 372
Centre-du-Québec	338	2 248	3 108
TOTAL	**13 257**	**105 155**	**91 607**

Dans le cas des places en milieu familial, la distinction par âge n'est pas disponible.

La donnée par circonscription électorale n'est pas disponible.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP47

Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2010, et prévisions pour l'année 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Au 31 mars 2010, les coûts totaux des places à contribution réduite ont été de 1 898,5 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP48

Coût réel moyen des places à contribution réduite et pourcentage de ce coût représentant la contribution gouvernementale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- La somme des subventions et des contributions parentales a représenté un montant de 2 341,7 M$ en 2010-2011. La contribution gouvernementale représente 85 % de ce montant.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP49

Valeur et pourcentage de la valeur totale de la contribution parentale par type de service de garde, ventilé pour chacune des dix dernières années financières.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Pour l'année 2010-2011, la valeur total de la contribution parentale est de 350,9 M$ représentant un pourcentage de 15,0 %.

- Les données par type de service de garde ne sont pas disponibles.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP50

Nombre de plaintes et types de plaintes reçues pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010- 2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Plaintes reçues en 2010-2011				
Catégories	**CPE**	**BC milieu familial**	**Garderie**	**Total**
Services de garde éducatifs				
Accessibilité et continuité des services	57	23	56	136
Fonctionnement administratif	153	153	373	679
Personne en relation avec un service de garde	173	105	375	653
Santé et sécurité des enfants	126	27	726	879
Total	509	308	1 530	2 347
Services de garde sans permis				
Total				864
Services à la famille (plaintes à l'égard du Ministère)				
Total				460
Total de plaintes reçues en 2010-2011				**3 671**

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP51

Nombre de plaintes et type de plaintes par type de service de garde pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Services de garde éducatifs – plaintes reçues en 2010-2011				
Catégories	**CPE**	**BC milieu familial**	**Garderie**	**Total**
Accessibilité et continuité des services	57	23	56	136
Fonctionnement administratif	153	153	373	679
Personne en relation avec un service de garde	173	105	375	653
Santé et sécurité des enfants	126	27	726	879
Total	**509**	**308**	**1 530**	**2 347**

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP 52

Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

Manquements liés à	Types de manquements	Nombre de manquements en 2010-2011	
		Centre de la petite enfance	Garderie
Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance			
	Conformité du conseil d'administration	12	0
	Respect du permis et des classes d'âge	1	27
	Lieu des activités en respect du permis	0	2
	Avis de changement : nom, domicile, administrateur, actionnaire	3	3
	Conformité plan/locaux	4	9
	Autorisation pour modification : locaux, nombre au permis, classe au permis	5	8
	Affichage du permis	4	27
	Comité consultatif de parents	0	356
	Conservation et tenue des fiches d'inscription et des fiches d'assiduité	10	69
	Collaboration au travail de l'inspecteur	0	1
	Contribution	9	54
	Respect de l'entente de subvention	36	43
Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance			
	Attestations des absences d'empêchement du personnel du service de garde : manquantes, expirées ou non conservées sur les lieux du service de garde	202	463
	Cours de premiers soins : expirés, manquants, non conformes, ou non conservés sur les lieux du service de garde	48	105
	Ratio éducateur/enfants non conforme	9	39
	Personnel qualifié insuffisant	22	112
	Remplacement en cas d'urgence	1	1
	Conservation des documents pour une période de 3 ans	0	1
	Administration d'un CPE : le président du conseil d'administration est un parent usager	2	S. O.
	Mécanisme de contrôle du service de garde : absent, brisé. Température et/ou humidité des locaux non conformes	21	43
	Aires de jeu intérieures non conformes	96	133
	Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	193	526
	Maintien des locaux, du mobilier et des équipements propres	474	620
	Espace de jeu extérieur et aires de jeu extérieures	272	258
	Accès au service de garde par les parents	1	1
	Surveillance constante des enfants	3	11
	Liste des numéros de téléphone	44	247
	Enfant blessé ou malade / Assistance médical	0	2
	Non-conformité jeux intérieurs et jouets	61	56
	Non-conformité : poussettes, barrières, clôture extérieure, etc.	2	7
	Affichage du menu hebdomadaire et conservation des aliments	64	161

Manquements liés à	Types de manquements	Nombre de manquements en 2010-2011	
		Centre de la petite enfance	Garderie
	Médicaments (autorisation pour administration de médicaments, personne désignée, identification des médicaments et leur entreposage, maintien d'un registre) et étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	936	1355
	Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remises au parent)	104	213
	Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	50	162
	Autres : pataugeoire, animaux, utilisation de téléviseur, enfant resté dans un lit, sortie extérieure, animaux.	8	31
Règlement sur la contribution réduite			
	Mode de paiement de la contribution	0	3
	Biens, matériel et services en contrepartie de la contribution réduite	10	21
	Entente écrite	5	21
	Respect de la contribution et des restrictions fixées par Règlement	107	131
	Administration de la contribution réduite	68	84

SOURCE : Direction générale des opérations régionales – 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP53

Les rétributions totales versées aux responsables de services de garde en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour l'année 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Depuis le 1er juin 2006, le Ministère ne verse plus de subventions aux CPE pour les responsables de services de garde en milieu familial.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP54

Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 20092010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Aucune mesure de rationalisation des subventions n'a été appliquée en 2010-2011.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP55

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde et éducation en 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Aucune mesure de rationalisation des subventions n'a été appliquée en 2010-2011.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'PPOSITION

N° de fiche : RP56

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Aucune mesure de rationalisation des subventions n'a été appliquée en 2010-2011.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP57

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2009-2010 et 2010-2011 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Aucune mesure de rationalisation des subventions n'a été appliquée en 2010-2011.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP58

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, les sommes versées aux centres de la petite enfance pour les frais de garde et d'éducation se chiffrent à 814,9 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP59

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial - à titre de frais de garde et d'éduction pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Les centres de la petite enfance ne coordonnent plus la garde en milieu familial depuis le 31 mai 2006.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP60

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, les sommes versées aux centres de la petite enfance pour les frais de garde et d'éducation se chiffrent à 814,9 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP61

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation - à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, les sommes versées aux centres de la petite enfance pour les frais reliés aux locaux se chiffrent à 61,0 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP62

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial - à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2007-2008 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Les centres de la petite enfance ne coordonnent plus la garde en milieu familial depuis le 31 mai 2006.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP63

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, les sommes versées aux centres de la petite enfance pour les frais reliés aux locaux se chiffrent à 61,0 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP64

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation - à titre de frais généraux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, les sommes versées aux centres de la petite enfance pour les frais généraux se chiffrent à 183,1 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP65

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial - à titre de frais généraux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Les centres de la petite enfance ne coordonnent plus la garde en milieu familial depuis le 31 mai 2006.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP66

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, les sommes versées aux centres de la petite enfance pour les frais généraux se chiffrent à 183,1 M$.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP67

Surplus dans les centres de la petite enfance :

a. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du Ministère pour l'année 2010-2011;
b. Les économies réalisées par le Ministère en 2009-2010 par la récupération des surplus;
c. Les économies réalisées par le Ministère en 2010-2011 par la récupération des surplus;
d. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) En 2010-2011, aucune limite n'a été fixée pour le montant des surplus que pouvaient cumuler les centres de la petite enfance dans les règles budgétaires.

b) Les économies réalisées par le Ministère en 2009-2010 par la récupération des surplus :

- Aucun surplus n'a été récupéré.

c) Les économies réalisées par le Ministère en 2010-2011 par la récupération des surplus :

- Aucun surplus n'a été récupéré.

d) La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2010-2011 :

- Aucun montant n'est en réévaluation par le Ministère.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP68

Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2010-2011 et prévisions 2011-2012. Fournir cette même donnée triée par circonscription électorale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données concernant le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération pour 2010-2011 seront disponibles à partir de janvier 2012 et celles de 2011-2012 à partir de janvier 2013.

Cependant, la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération ne pourra être divulguée puisque cette information appartient à un tiers et qu'elle est transmise au ministère de la Famille et des Aînés à titre confidentiel (Loi sur la protection des renseignements personnels).

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP69

Le nombre d'ETC (équivalents à temps complet) en centres de la petite enfance, en bureaux coordonnateurs et en garderies subventionnées, pour chacune des années financières suivantes : 2009-2010, les prévisions pour 2010-2011 et 2011-2012, pour chacun des emplois suivants :

a. **Personnel éducateur qualifié;**
b. **Personnel éducateur non qualifié;**
c. **Adjointe administrative;**
d. **Commis comptable ou secrétaire comptable;**
e. **Secrétaire-réceptionniste;**
f. **Responsable de l'alimentation ou cuisinière;**
g. **Préposée;**
h. **Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;**
i. **Gestionnaire;**
j. **Aide-éducatrice;**
k. **Agente de conformité.**

Exposé et statistiques

En 2009-2010, il y avait 21 991 équivalents à temps plein (ETC) dans les centres de la petite enfance, 929 ETC dans les bureaux coordonnateurs et 6 357 ETC de personnel éducateur dans les garderies subventionnées.

ETC par catégorie d'emplois, 2009-2010	CPE	BC	Garderies subventionnées*
Éducatrice qualifiée	13 659		4 091
Éducatrice non qualifiée	3 761		2 266
Adjointe administrative	296	39	
Commis comptable ou secrétaire comptable	237	87	
Secrétaire-réceptionniste	120	53	
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 281		
Préposée	509		
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	295	332	
Gestionnaire	1 517	189	
Aide-éducatrice	316		
Agente de conformité		229	
TOTAL	**21 991**	**929**	**6 357**

Source : Rapports financiers 2009-2010

* Les données pour les autres catégories d'emplois ne sont pas disponibles. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans les rapports financiers des garderies subventionnées.

Note : 1 ETC = 1 664 heures/année pour les éducatrices et 1 825 heures/année pour les autres membres du personnel.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP70

Le salaire moyen versé en centres de la petite enfance, bureaux coordonnateurs (BC) et garderies subventionnées, pour chacun des emplois suivants, pour l'année financière 2008-2009, 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 et 2011-2012 :

a) **Personnel éducateur qualifié;**
b) **Personnel éducateur non qualifié;**
c) **Adjointe administrative;**
d) **Commis comptable ou secrétaire-comptable;**
e) **Secrétaire-réceptionniste;**
f) **Responsable de l'alimentation ou cuisinière;**
g) **Préposée;**
h) **Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;**
i) **Directrice générale;**
j) **Directrice adjointe;**
k) **Aide-éducatrice;**
l) **Agente de conformité.**

Exposé et statistique (s'il y a lieu)

Salaire moyen annuel par catégorie d'emplois	2009-2010		
	CPE	BC	Garderie
	$	$	$
Personnel éducateur qualifié	32 152		28 972
Personnel éducateur non qualifié	26 535		23 972
Adjointe administrative	38 113	37 856	
Commis comptable ou secrétaire-comptable	31 270	31 067	
Secrétaire-réceptionniste	27 516	27 789	
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	30 877		
Préposée	23 920		
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	39 294	39 182	
Directrice générale	72 888	68 816	
Directrice adjointe	51 087	50 053	
Aide-éducatrice	25 782		
Agente de conformité		35 026	

Source : Rapports financiers 2009-2010

Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération totale par catégorie inscrite aux rapports financiers par le nombre d'ETC.

Pour les garderies, les données pour les autres catégories d'emplois ne sont pas disponibles. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans les rapports financiers des garderies subventionnées.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP71

Les effectifs prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2009-2010, il y avait, dans les bureaux coordonnateurs, 929 équivalents à temps complet (ETC).

ETC par catégorie d'emplois	2009-2010
Adjointe administrative	39
Commis comptable ou secrétaire comptable	87
Secrétaire-réceptionniste	53
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	332
Agente de conformité	229
Gestionnaire	189
TOTAL	**929**

Source : Rapports financiers 2009-2010

Note : 1 ETC = 1 664 heures/année pour les éducatrices et 1 825 heures/année pour les autres membres du personnel.

Chaque année, le Ministère accorde aux bureaux coordonnateurs (BC) de la garde en milieu familial un financement suffisant pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités. Ce financement est composé de :

- la subvention annuelle du BC : cette subvention est la somme de l'allocation pour le budget de fonctionnement, de l'allocation pour le milieu défavorisé, des allocations spécifiques et de la subvention des personnes responsables d'un service de garde (RSG) en milieu familial;
- la subvention pour le Régime de retraite du personnel.

L'allocation pour le budget de fonctionnement que le Ministère accorde aux BC est un budget global. Ce budget sert à payer la rémunération du personnel et les autres frais du BC. La rémunération globale du personnel comprend les contributions aux régimes étatiques et les avantages sociaux, à l'exclusion des régimes d'assurance collective et de congés de maternité et du régime de retraite. Quant aux autres frais, il s'agit de la totalité des dépenses non salariales, soit les frais reliés aux locaux, les dépenses d'opération et les dépenses d'administration.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP72

Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, les allocations budgétaires versées pour le fonctionnement des bureaux coordonnateurs se chiffrent à 59,3 M$.

- Le bureau coordonnateur a pour fonctions, dans le territoire qui lui est attribué:

  1° d'accorder, de renouveler, de suspendre ou de révoquer, suivant les cas et conditions prévus par la loi, la reconnaissance à titre de personne responsable d'un service de garde en milieu familial;

  2° d'assurer le respect des normes déterminées par la loi applicables aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial qu'il a reconnues;

  3° de répartir entre les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial reconnues, selon les besoins de garde des parents et suivant les instructions du ministre, les places donnant droit à des services de garde subventionnés;

  4° de déterminer, selon les cas et conditions déterminées par règlement, l'admissibilité d'un parent à la contribution fixée par le gouvernement en vertu de l'article 82;

  5° d'administrer, suivant les instructions du ministre, l'octroi, le paiement, le maintien, la suspension, la diminution, le retrait ou la récupération de subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial reconnues et assurer la signature et la gestion des ententes proposées par le ministre ainsi que des documents et renseignements nécessaires à l'administration des subventions;

  6° de rendre disponible aux parents de l'information concernant la prestation de services de garde en milieu familial;

  7° d'offrir, sur demande, un soutien pédagogique et technique;

  8° de traiter les plaintes concernant les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial reconnues.

- Les bureaux coordonnateurs remplissent ces fonctions depuis bientôt 5 ans.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP73

Nombre de plaintes formulées contre un BC au ministère en 2009-2010 et 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2010-2011, le Ministère de la Famille et des Aînés a reçu un total de 92 plaintes visant les fonctions dévolues aux bureaux coordonnateurs.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP74

Listes des avis et recommandations fournis au Ministère et au ministre par le Conseil de gestion de l'assurance parentale en 2009-2010, 2010-2011 et en voie d'être complétés en 2011-2012

Exposée et statistique (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP75

Liste complète de toutes les demandes de places additionnelles faites au ministère en 2010-2011 (détaillée par type de gardes et par circonscription électorales).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Famille et des Aînés ne détient pas les renseignements demandés.

Actuellement, aucun appel de projets n'a été lancé. Les demandes de places subventionnées qui sont adressées au Ministère sont retournées à leur demandeur.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche : RP76

Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au Ministère en 2010-2011 (détaillée par type de gardes et par circonscription électorales).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Famille et des Aînés ne détient pas les renseignements demandés.

Actuellement, aucun appel de projet n'a été lancé. Les demandes de places subventionnées qui sont adressées au Ministère sont retournées à leur demandeur.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2e GROUPE D'OPPOSITION

N° de fiche: RP77

État de la situation sur la surtarification qui se fait dans certains bureaux coordonnateurs.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les bureaux coordonnateurs ne sont pas visés par l'article 10 du *Règlement sur la contribution réduite*. Ce sont plutôt les services de garde en milieu familial qui sont subventionnés et qui peuvent donc faire l'objet de plaintes concernant la sur tarification.

Règle générale, les parents qui souhaitent porter plainte à l'égard d'une responsable d'un service de garde (RSG) en milieu familial s'adressent au bureau coordonnateur de leur territoire. Lorsque le Bureau des plaintes du ministère de la Famille et des Aînés reçoit une plainte concernant un service de garde en milieu familial, il achemine celle-ci au bureau coordonnateur responsable. Le bureau coordonnateur assure le suivi de la plainte.

SOURCE : Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance – 7 avril 2011